

400 000 HA DÉJÀ ATTRIBUÉS AU GRAND SUD

L'agriculture saharienne en plein essor

Les pouvoirs publics se sont fixés comme objectif de valoriser 1 million d'hectares pour l'agriculture dans le Sud du pays. Un objectif en passe d'être atteint, puisque ce sont environ 400 000 ha, qui ont été attribués à des investisseurs dans la région.

P 3



LA RÉFORME
DE L'ONML LANCÉE

Un nouveau système de métrologie en préparation

Vers la restructuration de l'Office National de Métrologie Légale (ONML). Une réflexion a été lancée par les responsables du ministère de l'Industrie, et ce, dans le cadre des réformes engagées dans ce domaine, a annoncé hier le directeur de l'ONML, Rabah Messili.

P 2

PÉTROLE

Le Brent à près de 89 dollars



Les prix du pétrole ont poursuivi leur hausse hier samedi sur les marchés mondiaux. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 2,49% à 88,99 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 2,89% à 86,05 dollars, selon le site spécialisé « prix pétrole ».

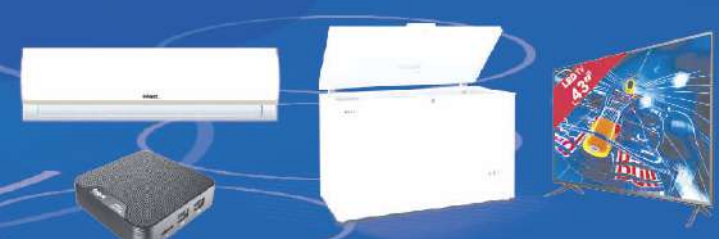
P 4

ASSURANCES AGRICOLES

La CNMA a réalisé une croissance de 3% en 2022

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a enregistré un chiffre d'affaires en hausse à 13,06 milliards de Da en 2022 (+3%) contre 12,6 mds de Da au cours de l'exercice précédent, relève la compagnie dans son rapport annuel. Cette augmentation est due "entre autres à la signature de plusieurs contrats et convention d'assurances avec des particuliers et des professionnels ainsi que les différentes actions de sensibilisation menées par la CNMA et son réseau en direction des agriculteurs et des industriels".

P 3



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

CONSEIL DE LA NATION

Ouverture lundi prochain de la session parlementaire ordinaire

Le Conseil de la nation ouvrira, lundi prochain à 11h00, sa session parlementaire ordinaire 2023/2024, a indiqué samedi un communiqué de la chambre haute du Parlement. L'ouverture de cette session intervient "conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique n 16-12 du 25 août 2016 définissant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement", conclut le communiqué.

DEMANDES D'HÉBERGEMENT ET DE BOURSE

Réouverture de la plateforme PROGRES pour les retardataires

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé la réouverture de la plateforme électronique PROGRES pour les retardataires qui n'ont pas encore soumis de demandes d'hébergement et de bourse en ligne au titre de l'année universitaire 2023/2024. Dans un communiqué rendu public jeudi, le ministère a précisé que "la plateforme électronique PROGRES sera ouverte le 5 septembre 2023 pour les étudiants retardataires qui n'ont pas soumis de demandes d'hébergement ou de bourse en ligne durant la période initiale". Le ministère avait auparavant invité les nouveaux bacheliers à s'inscrire exclusivement en ligne pour pouvoir bénéficier des œuvres universitaires, au titre de la stratégie zéro papier, et ce, via la plateforme électronique (<https://progres.mesrs.dz/webonou>)

LA RÉFORME DE L'ONML LANCÉE

Un nouveau système de métrologie en préparation

Vers la restructuration de l'Office National de Métrologie Légale (ONML). Une réflexion a été lancée par les responsables du ministère de l'Industrie, et ce, dans le cadre des réformes engagées dans ce domaine, a annoncé hier le directeur de l'ONML, Rabah Messili.

Par Slimane T.

Il a expliqué que cette démarche vise à établir un système de métrologie légale moderne, répondant aux besoins nationaux, tout en se conformant avec les évolutions enregistrées au niveau international. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'ONML a expliqué qu'en application de la loi 09-17 de mars 2017 relative au système national de métrologie, qui prévoit la création d'un organisme national pour superviser ce domaine, il a été convenu avec le ministère de tutelle (ministère de l'Industrie) que ce nouvel organisme serait créé par restructuration Office National de Métrologie Légale «ONML». Dans ce contexte, le Directeur a estimé que « la mise en place d'un système de mesure national est devenue nécessaire à la lumière d'un contexte économique résolument orienté vers l'ouverture sur l'économie mondiale et du besoin toujours croissant d'une infrastructure de mesure forte, organisée et unifiée, capable de protéger de manière appropriée l'économie nationale et les intérêts des consommateurs». Toutefois, selon l'intervenant, cet objectif ne pourra être atteint qu'à travers un organisme chargé de « toute la métrologie », qui remplacera l'actuel office national de métrologie légale, toujours régi par le décret n° 86-250 de septembre 1986. Ainsi, le nouvel organisme qui résultera de la restructuration du l'office national de métrologie légale disposera de pouvoirs plus étendus s'étendant aux domaines de la santé, de la sécurité publique, de la protection de l'environnement et d'autres domaines extérieurs aux transactions commerciales, ajoute la même source. Elle organise également des opérations de contrôle et de contrôle pour s'assurer de l'étendue de l'application de la loi relative à

la mesure, notamment en ce qui concerne le bon usage des outils, systèmes et méthodes de mesure.

Contrôle de plus de 2 millions d'instruments en 2022

Les dernières statistiques du l'Office national de Métrologie Légale montrent que cet établissement public à caractère administratif a examiné et contrôlé 2 millions et 243 000 instruments de mesure au niveau national au cours de l'année 2022. Cela représente, dira-t-il, une augmentation de 28 % par rapport à 2021, soit l'examen de 1 million et 749 000 outils. Au cours de l'année dernière, les départements de l'Office, qui emploient 614 travailleurs et techniciens, ont accordé environ 6 143 permis d'importation pour plus de 4,3 millions d'instruments de mesure, tandis que plus de 10 demandes de permis ont été rejetées. En outre, l'office national de métrologie légale a accrédité 72 nouveaux types d'appareils de mesure, selon le décompte présenté par le haut responsable de l'institution. Dans ce contexte, M. Messili a évoqué la

stratégie élaborée par le Bureau pour éliminer tous les appareils de mesure non conformes aux normes internationales, utilisés dans les échanges commerciaux au niveau du marché intérieur, qui a été couronnée de succès en coopération avec les intérêts du Ministère du Commerce. D'autre part, l'ONML assure la représentation de l'Algérie au sein des organisations régionales et internationales actives dans ce domaine. Dans ce contexte, le même responsable a mentionné que l'Algérie est membre de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale (OIML) et du Système Africain de Métrologie (AFRIMET), ainsi que de l'Organisation Africaine de Métrologie affiliée au Bureau International des Poids et Mesures (BIPM). Il a souligné que «l'Algérie se classe au premier rang mondial en termes de nombre d'appareils surveillés annuellement et de nombre d'utilisateurs à cet effet.» Il a également annoncé le début de la constitution d'un réseau de laboratoires qui seront désignés comme laboratoires nationaux de « référence » dans le cadre du programme de développement du système national de mesure.

CONCOURS D'ACCÈS À L'ESSS Prolongation des inscriptions

L'Ecole supérieure de la sécurité sociale (ESSS) d'Alger a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prolongation jusqu'au 4 septembre prochain des inscriptions au concours d'accès à l'école. "Vu la forte affluence enregistrée, les inscriptions au concours d'accès à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale ont été prolongées jusqu'au 4 septembre 2023", précise le communiqué. L'école informe les candidats inscrits que "la liste des admis à passer l'épreuve écrite sera publiée jeudi 7

septembre 2023". Les candidats peuvent "consulter les résultats des inscriptions (admission ou refus) via leur espace personnel en utilisant les données d'accès qui leur ont été envoyées par courrier électronique", selon la même source.

ALGÉRIE/ROYAUME-UNI

Renforcer la coopération dans le domaine de la santé

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu l'ambassadrice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, Sharon Wardle, avec laquelle il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la santé, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. Lors de cette audience qui s'est déroulée jeudi au siège du ministère, M.

Saihi a précisé que "le système sanitaire algérien repose sur les deux secteurs public et privé, et sur la gratuité des soins offerts à travers le territoire national, en sus de la prévention qui revêt une grande importance pour éviter de nombreuses maladies". Le ministre a exprimé, à cette occasion, "son admiration pour la politique sanitaire mise en œuvre au Royaume-Uni, et la volonté de

l'Algérie d'en bénéficier à travers l'échange d'expériences et de connaissances entre les hôpitaux algériens et britanniques". Il a, en outre, suggéré "la possibilité d'investir dans le domaine de la santé en Algérie", mettant en exergue, à ce propos, "les avantages prévus par la nouvelle loi sur les investissements, qui permet d'exercer cette activité en toute sécurité et facilité".

Pour sa part, l'ambassadrice du Royaume-Uni a exprimé "la volonté de son pays de renforcer le niveau de coopération entre les deux pays et de promouvoir le partenariat bilatéral". Au terme de cette rencontre, les deux parties ont convenu de "poursuivre les discussions et les consultations sur les projets conjoints pouvant être réalisés, au mieux des intérêts des deux pays".

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

400 000 HA DÉJÀ ATTRIBUÉS AU GRAND SUD

L'agriculture saharienne en plein essor

Les pouvoirs publics se sont fixés comme objectif de valoriser 1 million d'hectare pour l'agriculture dans le Sud du pays. Un objectif en passe d'être atteint, puisque ce sont environ 400 000 ha, qui ont été attribués à des investisseurs dans la région.

Par Réda Hadi

En effet, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a déclaré qu'à ce jour, environ 400 000 hectares ont été attribués dans les wilayas du sud, au profit des investisseurs afin de renforcer les efforts pour atteindre et gagner la bataille de la sécurité alimentaire, spécifiquement par la filière des céréales.

Le chargé d'études et de synthèses au bureau du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, a révélé dans une déclaration à la Radio, algérienne, le règlement des dossiers liés aux contrats de concession accumulés depuis des années.

L'objectif est de promouvoir l'agriculture saharienne qui représente un potentiel à même de nous assurer notre sécurité alimentaire, et par extension l'exportation.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a mis l'accent sur la nécessité d'investir dans les potentialités agricoles, notamment dans les régions du sud du pays, pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. L'objectif de toutes ces démarches, comme l'a précisé le ministre du secteur, M. Abdelhafid Henni, est d'atteindre, d'ici la fin de l'année prochaine, un million d'hectares de terres cultivées en céréales dans le Sud du pays, avec un rendement attendu de 70 à 80 quintaux à l'hectare.

Dans ce contexte, il faut souligner le fait que l'Algérie veut mener une véritable révolution agraire et développer

une agriculture moderne et diversifiée pour répondre aux exigences du marché, assurer sa sécurité alimentaire et renforcer sa souveraineté alimentaire.

En insistant sur la mise en œuvre des conditions pour la réussite des projets agricoles, le Gouvernement table sur l'amélioration des rendements agricoles et la réduction de l'indépendance vis-à-vis des importations, et ce, particulièrement dans des filières stratégiques, à l'image de la céréaliculture pour laquelle le chef de l'Etat a déjà tracé comme objectif d'atteindre les rendements souhaités.

Selon des spécialistes, il convient d'investir dans les atouts agricoles que recèle le Sud du pays, pour la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et relever les défis conjoncturels et d'avenir.

Le Sud Algérien recèle d'importantes potentialités agricoles lui permettant de jouer un premier rôle en termes de rentabilité agricole qualitative.

Mais cet objectif ne peut être atteint qu'en déployant davantage d'efforts pour promouvoir les opportunités d'investissement dans ce secteur et de diversifier la production agricole, notamment dans les filières stratégiques.

La stratégie du secteur de l'agriculture se focalise sur l'encouragement et le développement des produits stratégiques, comme les céréales, les fourrages, la betterave sucrière, le tournesol.

Les spécialistes affirment dans ce sens que pour peu que les conditions

soient favorables et l'eau disponible, vous avez à portez de main un véritable eldorado agricole. Et en cela 3 régions se distinguent (Adrar, El Oued et Biskra). En Algérie, l'agriculture compte parmi les principaux pommons de l'économie, et le secteur affiche tout de même une certaine résilience.

Aussi en 2021 et 2022, le Sahara a connu un essor extraordinaire, de telle manière que, à Kidal, Gao, Tombouctou, Nouakchott, Agadez ou Arlit, on mange des légumes « venus d'Algérie ».

Selon les prévisions des experts, la valeur de la production agricole peut atteindre 15 milliards \$ au terme de l'année 2023 si le rythme continue sur la lancée de 2022, et ce pour le Sahara.

Si on inclue la Mitidja et les autres villes algériennes c'est un pactole d'entre 25 et 30 milliards de dollars à engranger.

D'ailleurs, le Département américain de l'agriculture (USDA) dans sa récente note sur le pays, donnait des chiffres presque analogues.

La mise en place de différents programmes pour le développement des régions du sud par le ministère de l'agriculture ont permis la réunion des conditions nécessaires pour notamment assurer la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales.

Avec l'apport des énergies renouvelables en relation avec l'agriculture saharienne, il faut s'attendre à des résultats époustouflants, à la condition de faire intéresser la jeunesse au travail au sud.

ASSURANCES AGRICOLES

La CNMA a réalisé une croissance de 3% en 2022

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a enregistré un chiffre d'affaires en hausse à 13,06 milliards de Da en 2022 (+3%) contre 12,6 mds de Da au cours de l'exercice précédent, relève la compagnie dans son rapport annuel.

Cette augmentation est due "entre autres à la signature de plusieurs contrats et convention d'assurances avec des particuliers et des professionnels ainsi que les différentes actions de sensibilisation menées par la CNMA et son réseau en direction des agriculteurs et des industriels", explique la CNMA dans son bilan de résultats consolidés publié sur son site web.

Selon le même document, le résultat net de la compagnie

publique à fin décembre 2022 était aussi en hausse à 1,24 milliard de Da contre 1,20 md de Da pour l'exercice précédent (+3%), pour des parts de marché de l'ordre de 65% en termes d'assurances agricoles, indique la CNMA.

Par branches, les assurances agricoles ont enregistré une croissance de 11% en 2022 avec une production de 1,5 md de Da contre 1,4 md de Da en 2021, la branche automobile avec un chiffre d'affaires réalisé de 9,5 mds de Da (-1%), alors que la branche "incendie et risques divers" a progressé de 21% pour un chiffre d'affaires de 1,6 md de Da.

S'agissant de la structure du portefeuille assurances agricoles, 40% du chiffre d'affaires réalisé par la CNMA

dans ce segment relève des assurances végétales, 33% de l'assurance animale tandis que 27% représente les sous branches "autres risques agricoles", détaille le rapport.

Premier assureur agricole en Algérie, la CNMA qui commercialise divers produits d'assurances agricoles, a nouvellement lancé un produit d'assurance des transports maritimes qui couvre les pertes et dommages matériels et d'accidents qui arrivent aux navires assurés.

Il s'agit notamment des navires de commerce, des bateaux pilotes, des remorqueurs et des barges.

Quant au montant des sinistres déclarés à fin 2022, il s'est élevé à 6,2 mds de Da, note encore la même source qui ajoute que les sinistres réglés

se sont chiffrés à 6,4 mds de Da, avec un total de 200.000 dossiers indemnisés.

La compagnie mise dans le cadre de son "plan stratégique 2020-2024" sur la modernisation des produits d'assurances agricoles, la mise en place et la création du crédit mutuel rural, en plus de la proposition de la couverture sociale de l'agriculteur, l'éleveur et le pêcheur, ainsi que sur la digitalisation et notamment le développement du système d'information de la compagnie.

Pour rappel, la CNMA a procédé durant l'année en cours à deux augmentations de son capital social, en le portant à 10 milliards de DA, soit une hausse totale de 82%.

R E.

SÉCHAGE DES FIGUES

Un processus à maîtriser pour un produit de qualité

Le séchage des figues fraîches passe par plusieurs étapes d'un processus qu'il faudra maîtriser pour obtenir à la fin de l'opération, un fruit de qualité moelleux et à peau fine tel que recherché par le consommateur, a indiqué, vendredi à l'APS, l'inspecteur phytosanitaire de la wilaya de Tizi-Ouzou, Boukhalfa Kaci.

Rencontré en marge de la fête de la figue de Lemsella (commune d'Illoula Oumalou), ouverte jeudi et clôturée vendredi, ce responsable à la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya a insisté sur l'importance de la maîtrise du processus de séchage, pour obtenir des fruits de qualité qui auront leur place sur le marché et qui peuvent être exportés.

Huit étapes sont nécessaires pour obtenir des figues sèches de qualité. La première étape, qui est l'une des plus importantes, est la cueillette. La figue doit être ridée avec un pédoncule sec, a-t-il expliqué.

Une fois les fruits récoltés, il faudra trier les fruits pour ne garder que les sains et aussi procéder à leur calibrage pour un séchage homogène, a noté M. Kaci.

Les fruits sont ensuite traités en les plaçant dans une sorte de grande passoire ou coussier et plongés pendant 20 à 30 secondes dans un bain d'eau bouillante (80 c) additionnée de soude caustique (dosée à 1%) pour la débarrasser des parasites notamment, avant d'être plongés dans une eau salée et presque bouillante (40 gr de sel par litre d'eau), pendant 40 à 70 secondes, une opération à répéter deux ou trois fois.

Cela permet de nettoyer et de ramollir les fruits, a observé le même responsable.

Arrive l'étape de séchage au soleil. "L'opération peut durer une demi-journée à trois jours et les figues doivent être retournées deux à trois fois pendant le séchage et rentrées le soir et terminer le séchage à l'ombre en empilant les claies les unes sur les autres", selon M. Kaci.

Pour le stockage, la méthode ancienne qui consistait à tasser les figues sèche dans des contenants en être cuite (Ikoufane: grandes jarres en terre cuite) a prouvé son efficacité à garder les figues molles, une méthode dont il faudra s'inspirer pour conserver sa production a-t-il dit.

D'ailleurs les femmes du village Lemsella, qui a abrité ce week-end la 13e édition de la fête de la figue organisée par le comité de village et l'association Tighilt, ont commencé à fabriquer des "Ikoufane", pour justement y stocker les figues sèches produites par les quelque 500 habitants de ce village, a-t-on appris de plusieurs d'entre elles rencontrées sur place.

En outre, les organisateurs de la fête qui a pour objectif de développer la production de la figue sèche, notamment la variété Ajanjar qui fait la réputation de Lemsella, projettent de créer des petites unités de séchages pour développer l'activité, avec comme perspective, la labellisation du produit et son exportation, a-t-on appris sur place.

D'ailleurs l'extension des figueraies locales est déjà entamée grâce à la production de plants à partir des souches locales. Une pépinière a été créée à cet effet par le comité de village et l'association Tighilt.

R E.

MALGRÉ LA HAUSSE
DES PRIX DU RIZ

«Le scénario de la crise de 2008 reste peu probable»

Depuis quelques mois, le marché du riz est bousculé par les restrictions sur le commerce de la part de l'Inde, leader des exportations. Ces limitations inquiètent les observateurs d'autant plus que d'ordinaire c'est seulement 10 % de la récolte qui fait l'objet d'échanges contre 24 % pour le blé.

En dépit des inquiétudes sur le marché du riz, les risques de réédition de la crise de 2008 sont faibles. C'est ce qu'indique l'Observatoire des statistiques internationales sur le riz (Osiriz) dans son dernier rapport. En juillet dernier, l'indice FAO de prix du riz a grimpé de 2,8 % pour atteindre 129,7 points, soit 20 % de plus qu'un an plus tôt et le niveau le plus important depuis septembre 2011.

Cette hausse intervient dans un contexte de croissance de la demande et de restrictions des exportations de la part de l'Inde qui a interdit les exportations de riz brisé et imposé une taxe à l'exportation de 20 % sur certaines variétés non basmati, afin d'atténuer la hausse des prix sur le marché intérieur.

Si cette situation suscite déjà des craintes sur le commerce mondial dans les prochains mois, Osiriz souligne que le monde dispose actuellement de stocks de riz confortables. D'après l'organisme, les stocks de clôture pour 2022 ont atteint 197 millions de tonnes contre 195 millions de tonnes un an plus tôt. Un tel total représente plus de 38 % des besoins globaux et est au-dessus de la moyenne quinquennale.

Comparativement à 2008, Osiriz indique que les stocks mondiaux de riz sont supérieurs de 150 % si l'on exclut les stocks chinois. Par ailleurs, indique le rapport, la Thaïlande et le Vietnam respectivement 2ème et 3ème exportateurs mondiaux anticipent une hausse des leurs exportations en 2023. Un tel scénario pourrait permettre de combler une partie des limitations de l'Inde en plus du fait que le Pakistan (4ème exportateur) devrait aussi améliorer sa production et ses ventes en 2023 après une année 2022 marquée par de graves inondations.

Plus globalement, Osiriz estime que l'Inde pourrait, malgré les barrières au commerce, assouplir les mesures restrictives vers les pays qui dépendent fortement de sa céréale dans un souci de sécurité alimentaire.

«L'ampleur de la crise actuelle dépendra de la posture dans les semaines à venir des pays exportateurs et importateurs. Une fois passées les premières réactions préventives, peut-être se souviendront-ils que les crises sur le marché du riz durent rarement longtemps et que les ajustements des prix (à la baisse) peuvent être aussi brutaux. Il est cependant probable que les cours à l'exportation se maintiennent fermes durant les prochaines semaines jusqu'à l'arrivée progressive des récoltes principales en Asie à partir du dernier trimestre 2023 », conclut le rapport.

Agence

PÉTROLE

Le Brent à près de 89 \$

Les prix du pétrole ont poursuivi leur hausse hier samedi sur les marchés mondiaux. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 2,49% à 88, 99 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 2,89% à 86, 05 dollars, selon le site spécialisé « prix pétrole ».

Par Sirine R

Les deux références mondiales du pétrole sont en passe de réaliser un fort gain hebdomadaire et évoluent à des niveaux proches de leurs plus hauts prix de l'année.

Les cours du pétrole accéléraient leur hausse vendredi, profitant de la détente du billet vert après des chiffres mensuels sur l'emploi américain qui laissent présager une pause dans les hausses des taux de la Fed. Vers 13H50 GMT (14H50 à Alger), le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, gagnait pour sa part 1,66% à 85,02 dollars, peu après avoir touché 85,19 dollars, son plus haut prix depuis novembre.

Le dollar a également fléchi après la publication de ces données, pâtissant de l'augmentation des attentes d'une pause dans les hausses des taux de la Fed. Or, la dépréciation du billet vert profite aux investisseurs utilisant des devises étrangères en augmentant leur pouvoir d'achat, le pétrole s'échangeant en dollars. Les deux références mondiales du pétrole sont en passe de réaliser un fort gain hebdomadaire.

Selon des analystes, le marché a réagi favorablement aux annonces de reconduction des coupes de production des pays membres de l'OPEP+. Une réunion est prévue cette semaine (le 4 septembre prochain) pour annoncer publiquement la décision de ce cartel, dont les analystes s'attendent à un resserrement de l'offre.

Le vice-Premier ministre Alexander Novak a déclaré au président Vladimir Poutine, jeudi dernier, que : « La Russie a convenu avec ses partenaires de l'OPEP+ de réduire ses exportations de pétrole et annoncera les

nouveaux principaux paramètres la semaine prochaine ».

La Russie, deuxième exportateur mondial de pétrole, a réduit sa production et ses exportations en coordination avec l'Arabie saoudite, en plus des réductions existantes de l'OPEP+, de sorte que le signal de Moscou indique que les deux pays pourraient prolonger ces réductions volontaires jusqu'en octobre, rapporte hier samedi l'agence Reuters.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés, menés par la Russie, ont commencé à limiter les approvisionnements fin 2022 pour renforcer le marché et ont prolongé en juin les restrictions d'approvisionnement jusqu'en 2024.

Donc, estiment des observateurs, l'Arabie saoudite prolonge sa réduction volontaire de la production pétrolière d'un million de barils par jour jusqu'en octobre, prolongeant ainsi les restrictions d'approvisionnement mises en place par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés, connus collectivement sous le nom d'OPEP+, pour soutenir les prix. En somme, de nouvelles coupes pour l'OPEP+ sont en vue, et le marché pétrolier connaîtra certainement une nouvelle dynamique, notamment en matière des prix.

«La plupart des acteurs du marché et des analystes supposent également que les réductions seront prolongées», rappelle l'analyste Mme Lambrecht, rapporte l'agence Reuters.

Ces anticipations sont donc intégrées dans les prix du brut, «de sorte qu'une baisse des prix serait probable si l'Arabie saoudite retirait sa réduction de production», explique-t-elle. L'analyste penche donc pour une

ENERGIE

L'Europe reste dépendante de la Russie pour le gaz

Les pays de l'Union européenne (UE) dépendent encore du gaz russe dans sa version liquéfiée. Cette dépendance s'est même renforcée à la lumière de l'étude réalisée par l'ONG Global Witness, à partir des données du cabinet Kpler.

Entre janvier et juillet 2023, les pays de l'UE ont acheté 22 millions de m3 de gaz naturel liquéfié (GNL), en provenance de Russie, contre 15 millions au cours de la même période en 2021, soit un bond de 40 %. Selon les chiffres détaillés, ce sont surtout l'Espagne et la Belgique qui sont responsables de cette progression. Le voisin ibérique a vu passer ses importations russes de 3,7 millions de mètres cubes à 7,5 millions sur la période. Pour la Belgique, les chiffres s'inscrivent respectivement à 2,7 et 7,1 millions. Ces deux pays sont de peu battus par la Chine en tant que principaux acheteurs. La France, si elle a réduit ses achats, voit passer son volume de 5,2 millions de m3 pour les sept premiers mois de 2021 à 4,5 pour la même période cette année. Au total, en utilisant les prix du GNL russe estimés par le Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur, Global Witness prévoit que les achats de l'UE en 2023 s'élèveront à 5,29 milliards d'euros. L'Etat russe en profite peu

En l'état, l'Europe ne peut pas se passer du GNL russe. « Les pays de l'Union ont réduit de 40 % en 2019 à 15 % aujourd'hui leur dépendance au gaz russe, dont la moitié est constituée de GNL », observe Thierry Bros, spécialiste des questions d'énergie et professeur à Sciences Po.

Si l'Europe peut se permettre de mettre un embargo sur les achats de pétrole et de charbon russe, elle ne pourra le faire qu'à partir de 2027 environ pour le GNL, selon les récentes estimations de la Commission européenne. Le temps que les projets de production de GNL aux Etats-Unis, au Qatar et en Australie soient achevés pour que l'Europe puisse en bénéficier. Les achats européens participent-ils au financement de l'effort de guerre russe contre l'Ukraine ? « Ce serait une erreur de jugement. Ce sont plutôt les sociétés privées qui bénéficient des revenus plus que le Trésor russe. Le GNL russe est nettement moins taxé et rapporte environ quatre fois moins que le gaz classique transporté par gazoduc », explique Thierry Bros.

Global Witness pointe ainsi le fait que Shell et TotalEnergies ont continué à échanger du GNL russe après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Une analyse précédente de l'ONG

approche «prudente» de la Russie et de l'Arabie saoudite, qui ne devraient «pratiquement pas» augmenter leur offre de brut le mois prochain.

Les attentes d'une prolongation des réductions de l'offre se sont cumulées à «une impressionnante réduction des stocks aux États-Unis, qui a révélé une forte demande à l'approche du week-end de Labor Day», commente Neil Wilson, analyste chez Fimalto.

Les réserves américaines de brut ont diminué de 10,6 millions de barils la semaine dernière alors que les analystes s'attendaient à une réduction de 2,2 millions, selon les chiffres de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publiés mercredi.

Il est à noter que l'Algérie, qui un pays membre de l'Opep+, avait décidé de poursuivre la baisse volontaire supplémentaire de sa production de 20 000 barils/j, début juillet, pour atteindre 940 000 barils/jour en août 2023.

Ces coupes de production des pays de l'Opep+ vont certainement maintenir les prix du pétrole à un niveau élevé. Selon un récent rapport de la banque d'investissement britannique «Barclays» a relevé sa prévision du prix du Brent pour 2024 de 8 dollars le baril, à 97 dollars le baril. Cette banque s'attend à un nouveau resserrement des équilibres du marché l'année prochaine. «Le ralentissement de la croissance de l'offre hors OPEP+, tiré principalement par les États-Unis, et la sous-production persistante de plusieurs producteurs de l'OPEP+ en raison de contraintes structurelles renforcent notre thèse fondamentale derrière une vision constructive des prix du pétrole», indique Barclays dans une note.

de juillet 2023 montre en effet que Total est le plus grand acquéreur non russe de GNL russe, ayant acheté près de 4,2 millions de mètres cubes depuis le début de l'année. Auditionné par les parlements français, à l'automne 2022, Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergie avait alors indiqué l'impossibilité de cesser dans l'immédiat toute activité en Russie sur le GNL et que son groupe servait avant tout le « bien-être » des Européens.

Pour l'heure, ces achats de GNL russe permettent à l'Europe d'afficher un taux de remplissage des stocks de gaz aux environs de 92 %, au-dessus de l'objectif de 90 % en novembre fixé par l'exécutif bruxellois. « Je reste serein pour le début de l'hiver. Nous sommes sur les bons rails et la consommation de gaz en Europe devrait baisser de 8 % cette année », indique Thierry Bros. Toutefois, si l'hiver est rude ou si le président russe, Vladimir Poutine, impose une réduction de la production de GNL dans son pays, des tensions sur les prix pourraient voir le jour. A ce stade, la vigilance reste de mise encore pendant deux à trois ans, le temps que les capacités de production de GNL progressent.

Agence

De la dépendance extérieure à la migration

La Société est une association d'associations. L'individu est lui-même une société, membre de plusieurs sociétés. Il n'y a pas d'association et d'individu libres, mais des individus et des associations stratégiques. Famille et libre association ont tendance à s'exclure dans certaines situations. En fait, la famille est une libre association dont la stratégie de reproduction est particulière. Associations, situations et stratégies se déterminent mutuellement. Toute association est libre dans la mesure où elle peut se composer étant données une situation et une stratégie.

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

C'est la séparation de la société et de l'État qui, du dysfonctionnement, conduit au désordre. Combattre le désordre (établir la paix) est la priorité de la société, mais elle ne peut le faire qu'en l'ordonnant et non pas en supposant l'éliminer là où il apparaît. Elle ne peut le combattre réellement qu'en amont du processus de sa formation ; en aval, elle ne peut qu'en atténuer les effets. Et le combattre en amont c'est l'ordonner. Le combattre en aval, c'est redistribuer le revenu et mettre en prison. Le désordre, c'est ce que la société ne peut pas contrôler absolument, c'est ce qui lui échappe : le Tout qui la comprend. Elle ne peut se considérer toute puissante. Elle s'efforce seulement de l'extérioriser et de mieux y naviguer. L'ordre dans le désordre c'est ce qui fait du désordre un désordre avantageux. Pour une société, l'ordre est un désordre intérieur avantageux. Ordre et désordre ne s'exclut pas, il se complète et se substitue. La Société construit son ordre dans le cours mondial des choses qu'elle ne maîtrise pas. Elle y navigue. Quand le désordre est favorable à une partie seulement de la Société, ou du Monde, l'ordre ne peut être préservé que s'il tend non pas à s'étendre, mais à transformer favorablement le désordre. Il faut cesser de connoter le désordre de la seule manière négative, il est ce qui permet à l'or-

dre de se renouveler, de s'adapter au cours changeant des choses. J'en profite pour relever qu'il ne faut pas confondre demande d'ordre et demande d'État, largement confondu dans l'esprit de l'individu séparé. Leur identité suppose une bipolarisation effective de la société entre l'individu et l'État. Bipolarisation effective qui ne peut se construire sur les seules relations impersonnelles d'individus séparés, mais seulement en substitution et complémentarité avec la bipolarisation autour de l'individu et de la famille pour faire de la Société une association d'associations et non une collection d'individus séparés gravitant, ordonnés, autour d'un Centre qui s'imposerait. Tout individu est association, composante et composée, toute individuation est relation et stratégie, individuation dans une situation, tendant à, tendu par.

Bipolarisations de la société

Avec le nouvel horizon individuel proposé par la croissance et la société salariale, l'ancienne société de subsistance est confrontée à une désynchronisation sur plusieurs plans. Tout d'abord entre les attentes des individus et leurs capacités : croissance plus rapide des premières sur les secondes ; atomisation de la société plus rapide que la capacité d'intégration du marché ; fabrication de diplômés plus grande que le nombre

d'emplois. Les individus séparés se multiplient, se séparent du groupe familial, sans la capacité de faire pour chacun, groupe social et société, le processus de division de la société, les processus d'individualisation, n'étant pas le fait du processus de division du travail. La désynchronisation relève du travail non complémentaire d'institutions différentes. Ce qui produit les travailleurs libres est indépendant de ce qui produit le travail, les processus étant désynchronisés.

Avec le mythe de la « libre association », la société a vocation à se substituer à la famille dans la fonction de reproduction de l'individu, il s'appuiera sur la société et le monde plutôt que sur la famille devenue coûteuse. Dans les sociétés post-coloniales où un tel mythe a prise[4], quand l'individu ne peut plus s'appuyer sur la société, il est gagné par le monde, sur lequel il devra s'appuyer s'il en a les moyens. Lorsque les individus qui parviennent à faire groupe familial et social n'arrivent plus à tenir ceux qui n'y parviennent pas, la structure sociale est déstabilisée. Les individus en excès ne peuvent subsister que s'ils peuvent compter sur le monde. Ils se noient souvent pour le gagner ; quand ils y parviennent, ils s'y égarent nombreux et ne retrouvent pas le chemin du retour. Le mythe de la « libre association » a pour modèle une société bipolarisée par l'opposition individu société : il corres-

pond effectivement à la société de la classe moyenne supérieure. Avec la société de subsistance, ce mythe envisage la transformation d'une société basée sur un modèle de bipolarisation de la société autour de la famille et de l'individu à celui basé sur une bipolarisation de l'individu et de la société. Cela suppose une transformation s'effectuant sur le mode d'une substitution non complémentaire : mettre la Société à la place de la famille, libérant ainsi l'individu de la famille limitante. En temps de croissance continue, dépendre de la société plutôt que de la famille est peut-être plus avantageux pour l'individu que de dépendre de la famille et de la société, mais certainement pas en temps de décroissance. Et surtout pas quand la dépendance extérieure de la société risque de conduire à une migration impossible. Changer de rapports de subordination (de la famille à la société, de la société au monde) peut être avantageux, mais limiter les rapports de subordination à l'avantage des deux parties, est certainement plus sûr.

Dans la société segmentaire, où prédominait le modèle basé sur la bipolarisation individu groupement familial, la substitution et la complémentarité des groupements familiaux n'aboutissait ni à la formation d'une société globale ni à une bipolarisation famille société ; dans la nouvelle société qui en est issue, les liens d'interdépendance familiaux se décomposent, mais ne composent pas des liens d'interdépendance sociaux. L'opposition individu famille ne se redouble pas d'une opposition famille société[5]. Au départ de la période postcoloniale, la famille a complété l'individu[6], le mythe de l'« association libre » aidant, l'individu s'est substitué progressivement à la famille, dans les têtes seulement pour les uns, dans les faits pour d'autres. L'individu n'a pas complété la famille en retour pour faire de son réseau, un réseau de réseaux familiaux, une Société. La Société s'est ainsi privée d'une dynamique de construction par le bas, de l'occasion de se faire Association d'associations familiales et non familiales. En se séparant de la famille, l'individu salarié a appauvri la famille en même temps que ces conditions de reproduction échappaient aux réseaux d'interdépendance internes de la Société (dépendance extérieure).

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa. (à Suivre)

EL OUED

Saisie de 120 tonnes de ciment

Les éléments de la Gendarmerie nationale d'El Oued ont procédé à la saisie de 120 tonnes de ciment utilisé dans le bâtiment et les travaux publics, indique mercredi un communiqué de ce corps de sécurité. "Dans le cadre des efforts du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Oued pour protéger l'économie nationale et lutter contre la contrebande, les éléments de la brigade de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale d'El Oued ont intercepté trois camions semi-remorque chargés d'une importante quantité de ciment, estimé à 120 tonnes", précise la même source, ajoutant que "les chauffeurs ne disposaient pas d'autorisation de circuler dans la zone terrestre du rayon des Douanes". "Une patrouille renforcée a été formée pour escorter les camions au siège de la brigade de la sécurité routière d'El Oued qui, a ouvert une enquête sur cette affaire", a relevé le communiqué, ajoutant que "les mis en cause seront déférés devant le procureur de la République territorialement compétent".

MOSTAGANEM

Accueil en vue de 5. 400 nouveaux étudiants universitaires

L'université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem s'apprête à accueillir près de 5. 400 nouveaux étudiants titulaires du baccalauréat, au titre de l'année universitaire prochaine, a-t-on appris, mardi, du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Brahim Boudrah. M. Boudrah a indiqué à l'APS que ce chiffre en question est réparti sur sept (7) facultés, à savoir celles de "médecine", "sciences exactes et informatique", "sciences naturelles et vie", "sciences technologiques", "littérature et arts", "langues étrangères", "droit et sciences politique", "sciences économiques, commerciales et de gestion", "sciences sociales", ainsi qu'un Institut d'éducation physique et sportive. L'université "Abdelhamid Ibn Badis" s'est renforcée cette saison par l'ouverture d'un département de pharmacie au niveau de la faculté de Médecine, en attendant que cette dernière dont la supervision est assurée par une annexe de médecine de Mascara sera consolidée, dans les prochaines années, par un département de chirurgie dentaire, a-t-il souligné. L'encadrement pédagogique s'est doté, aussi au titre de la rentrée universitaire fixée au mois de septembre prochain, de 149 nouveaux maîtres assistants dans les différentes spécialités, parallèlement au programme de numérisation qui dotera à quelque 30. 000 étudiants une carte numérique à caractère pédagogique et de services tels que l'hébergement, le transport, la bourse et autres prestations. En outre, le secteur a bénéficié récemment d'importants projets d'aménagement de la cité universitaire "Benyahia Belkacem" d'une capacité de 1. 500 lits, la réhabilitation du restaurant de la résidence universitaire "1. 000 lits" au pôle de Kharouba et l'aménagement de la faculté des sciences exactes, parallèlement aux travaux d'aménagement d'un espace de rencontres de différentes structures qui concernent l'entrepreneuriat, l'innovation, le lien avec les entreprises économiques, un club de recherche de l'emploi ainsi qu'un incubateur de l'université. La ville universitaire de Mostaganem comprend, en plus de l'université "Abdelhamid Ibn Badis" qui dispose de 7 facultés et un institut, deux Ecoles nationales supérieures des enseignants et une autre d'agronomie, de même que neuf (9) résidences universitaires d'une capacité totale de plus de 9. 000 lits, a-t-on fait savoir de même source.

FIGUICULTURE À TIZI-OUZOU

Une filière ancestrale remise au goût du jour

Un regain d'intérêt pour la culture du figuier (figuiculture) est enregistré ces dernières années dans la wilaya de Tizi-Ouzou où cette filière ancestrale a été remise au goût du jour par des agriculteurs qui sont de plus en plus nombreux à créer des vergers figuicoles.

Motivés par la valeur économique, de la figue sèche notamment, et culturelle, de l'arbre, le figuier tout comme l'olivier étant des produits du terroir symboles non seulement de la région de Kabylie mais de tout le bassin méditerranéen, des agriculteurs, dont de nombreux jeunes, s'orientent depuis quelques années vers cette culture, jadis très développée à travers les quatre coins de la wilaya de Tizi-Ouzou. Les chiffres concernant la situation du verger figuicole de la wilaya, communiqué à l'APS par la direction locale des services agricoles, reflètent cette tendance à l'investissement dans la filière. Entre la saison dernière et l'actuelle, la superficie occupée par le figuier a augmenté de près de 215 ha en passant de plus de 5102 ha en 2021/2022 à plus de 5316 ha la saison actuelle (2022/2023), a indiqué la chargée de la filière arboricole à la direction des services agricoles (DSA), Khadidja Chibani. De son côté l'inspecteur phytosanitaire de wilaya, Boukhalfa Kaci, a noté lui aussi que cet arbre qui était très cultivé localement, particulièrement pour la valeur économique de la figue sèche qui était jadis exportée, suscite de nouveau l'intérêt des agriculteurs. "La figue sèche a toujours été une source de revenu pour les montagnards et la culture du figuier se pratique dans les régions littorales jusqu'à près de 1.000 mètres d'altitude", a-t-il relevé. Revenant sur l'histoire de cette culture, M. Kaci a souligné que la culture de la

figue a connu un essor important après l'indépendance de l'Algérie. A Tizi-Ouzou, la filière était très développée et le processus de séchage des figues maîtrisé. "La figue sèche de la wilaya était exportée en quantité importante vers plusieurs pays, et avec cette assurance de vendre leurs production, les agriculteurs s'orientaient vers l'extension de leur plantations", a-t-il dit. Toutefois, un problème est survenu et a impacté sévèrement le développement de la filière. "Dans les années 1980, il y a eu une rupture des exportations suite à un retard de livraison, ce qui a engendré un dépérissement de la production non vendue", a expliqué M. Kaci. "La rupture de la commercialisation du produit a énormément affecté la culture et les agriculteurs ont progressivement abandonné cette culture pour s'orienter vers d'autres activités", a-t-il regretté. La flambée des prix de la figue sèche devenue un met très demandé notamment pour sa valeur nutritive et ses bienfaits sur la santé, et ensuite la labellisation de la figue sèche de Béni Maouche (Béjaia), a fait prendre conscience de l'importance économique de ce fruit et les agriculteurs se sont donc mis ou remis à la cultiver, relève le même responsable

Plus de 30.000 jeunes figuiers plantés durant la saison 2022/2023

Aujourd'hui, et malgré certaines contraintes liées principalement aux changements climatiques et aux incen-

dies, dont ceux de 2021 ayant causé la perte de plus de 19.050 ha d'arbre fruitiers principalement des oliviers mais aussi des figuiers et autres espèces, des agriculteur se lancent dans cette culture. Les avantages offerts par l'Etat et les différents programmes de compensation des dégâts causés par les incendies mais aussi d'autre opérations destinées à développer l'arboriculture fruitière, ont encouragé cette tendance. Ainsi, selon Mme Chibani, plus de 30.000 nouveaux plants de figuiers ont été plantés dans le cadre des différents programmes inscrits par le ministère de l'Agriculture au profit de la wilaya, ce qui a permis d'augmenter la superficie occupée par cette culture, au niveau de la wilaya. Ces jeunes arbres entreront en pleine production dans 6 ou 7 ans, a noté Kaci Boukhalfa. Concernant les prévisions de production de figues fraîches pour cette saison, les services de la DSA tablent sur plus de 120.100 qx avec un rendement moyen de 15 qx/ha, a indiqué la chargée de la filière arboricole qui a noté que des pics de production de 30 qx/ha ont été réalisés cette année. Ces prévisions sont nettement en hausse comparativement à la saison dernière où seulement 31.928 qx de figues ont été récoltés avec un faible rendement de 8 qx/ha. La faible production de l'année passée était due à une chute importante de fruits avant la maturité que Mme Chibani a expliqué par les précipitations importantes durant la période de nouaison des figues.

ALGER

Plus de 3000 t de déchets ménagers collectés quotidiennement

Plus de 3.000 tonnes d'ordures ménagères sont ramassées quotidiennement pendant la saison estivale dans la wilaya d'Alger par les deux entreprises de nettoyage à savoir Netcom et Extranet. Le directeur général par intérim de l'Établissement de nettoieement de la wilaya d'Alger "Netcom", Karim Bouteldja, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que l'entreprise a instauré un dispositif spécial "saison estivale" pour la collecte en moyenne de 1000 tonnes/jour de déchets avec plusieurs rotations. A l'occasion de la saison estivale, Netcom qui couvre 26 communes sur les 57 existantes dans la capitale, a renforcé son effectif composé de 5000 travailleurs (dont 87% sont opérationnels) par 150 agents saisonniers, a-t-il précisé, ajoutant que l'effectif de l'entreprise procède au ramassage quotidien des déchets notamment dans les endroits qui connaissent une attraction particulière durant cette période. "Ainsi, on enregistre le ramassage en

moyenne de 2,5 tonnes de déchets et 50 kg de plastiques au niveau des Sablettes, une (1) tonne au Jardin d'Essai, 25 tonnes à la Casbah et 1,2 tonnes à El-Kittani (Bab El-Oued)", a-t-il fait savoir. Le même responsable souligne que l'entreprise se charge également du tri du plastique et des cartons par l'acquisition des bacs dédiés installés au niveau des Sablettes et El-Kittani. "Nous récupérons une moyenne de 5 tonnes/mois de plastique et 150 tonnes de carton", a-t-il déclaré. M. Bouteldja a soulevé, le problème du non-respect des horaires et des endroits de dépôt des déchets par le citoyen ainsi que le manque de moyens pour faire face à la hausse occasionnelle de la quantité des déchets. Netcom axe son action sur la sensibilisation, en rappelant "le respect des consignes de tri, la mise en place de communication éducative avec la participation des différentes écoles relevant des 26 communes que compte la wilaya d'Alger et la mise à disposition des ci-

toyens d'une ligne téléphonique pour répondre aux réclamations. Pour sa part, le chef de département étude et développement au niveau d'Extranet, Mohamed Daoudi, a indiqué que son établissement couvre "31 communes périphériques de la wilaya d'Alger, soit 80% de sa superficie et transporte les 2/3 des déchets ménagers à savoir 700 000 tonnes annuellement avec des rotations avoisinant les 148000". Il a relevé qu'Extranet enregistre durant la saison estivale "une augmentation substantielle de déchets, atteignant 2000 tonnes/jour (beaucoup de restaurants et les 44 plages de la wilaya se trouvent dans notre zone d'intervention), alors que pendant la basse-saison la quantité oscille entre 1700 et 1800 tonnes" a-t-il précisé, rappelant que "l'entreprise a mobilisé l'ensemble des agents et renforcé les moyens matériels, par la location de camions de grands tonnages et en doublant les rotations".

LE VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE

Un défi pour l'Europe

Plusieurs décennies de croissance contrainte en Europe et de bonds en avant aux Etats-Unis ont creusé l'écart entre les deux économies. Riche en hommes, en énergie et en capitaux, le nouveau continent s'éloigne de l'ancien.

Par Patrick Artus (*)

La dégradation démographique de la plupart des pays européens aura de graves conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages si elle n'est pas corrigée. Quand on regarde l'évolution du nombre de naissances et du nombre de décès et l'évolution de la population âgée de 20 à 64 ans en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie, et dans l'ensemble de l'Union européenne, on voit que la tendance spontanée sera une forte réduction de la population totale d'ici à 2050 et une réduction encore plus forte de la population en âge de travailler. La population totale de 2022 à 2050 va augmenter de 3,3 % en France, mais elle va reculer de 7,5 % en Allemagne, de 7 % en Espagne, de 14,2 % en Italie et de 8,1 % dans l'ensemble de l'UE. A moins que le recul du nombre de naissances ne soit compensé par une immigration importante, ou des politiques natalistes efficaces. On peut comparer le recul de la population totale au recul prévu de la population de 20 à 64 ans. La population en âge de travailler reculerait entre 2022 et 2050 de 14 % en Allemagne, de 7 % en France, de 28 % en Espagne, de 26 % en Italie et de 18 % dans l'ensemble de l'UE. Cette évolution de la démographie des grands pays européens aura de nombreuses conséquences défavorables si elle n'est pas corrigée, d'autant plus que les gains de productivité s'affaiblissent dans la plupart des pays de la zone euro. La productivité du travail par tête stagne en Allemagne depuis 2017, et en Italie depuis 2012. Elle est retombée aujourd'hui à son niveau de 2014 en France et n'augmente que très lentement pour l'ensemble de l'UE. Cette stagnation ou ce recul de la productivité implique que l'offre de biens et services sera structurellement de plus en plus



faible par rapport à la demande de biens et services. La première conséquence de cette dégradation démographique de l'Europe sera l'apparition d'une situation structurelle d'excès de demande de biens, c'est-à-dire une inflation de plus en plus forte, poussée par la rareté de l'emploi. La deuxième conséquence défavorable est un recul du revenu par habitant (de 2022 à 2050, de 7 % en Allemagne, de 10 % en France, de 21 % en Espagne, de 12 % en Italie et de 10 % dans l'ensemble de l'Union européenne). Il faudra partager cet appauvrissement entre les retraités et les actifs, puisqu'il entraînera un recul des recettes fiscales finançant les dépenses de retraite, les dépenses de santé. La déformation de la structure de la population, la population totale reculant moins que la population en âge de travailler, impliquera une rigueur budgétaire constante, puisque les recettes fiscales diminueront plus que la popula-

tion totale. Comment éviter cet appauvrissement ? La première piste vient de la politique familiale : il y a une corrélation positive très nette entre la taille des dépenses publiques pour les familles et le taux de fécondité. Sur la période 2002-2021 par exemple, les dépenses publiques pour la famille sont en France les plus élevées de l'UE (2,4 % du PIB), en Finlande (3 % du PIB) et le taux de fécondité est aussi élevé en France (1,95) et en Finlande (1,65) sur cette période. A l'inverse, les dépenses publiques pour la famille sont très faibles en Espagne (0,8 % du PIB), en Grèce (0,8 % du PIB) et en Italie (1,0 % du PIB), de même que les taux de fécondité dans ces trois pays (1,3 en Espagne, 1,34 en Italie, 1,37 en Grèce). Une politique familiale généreuse peut donc apparemment conduire à une augmentation du nombre de naissances. La deuxième piste est le retour de gains de productivité. Des gains de productivité du tra-

vail très faibles (allant de 0,25 % par an en Allemagne à 0,35 % par an en France et pour l'ensemble de l'UE) compenseraient, sur les 28 années qui vont de 2022 à 2050, le recul de la population en âge de travailler relativement à celui de la population totale. Enfin, la troisième piste est d'accepter une immigration accrue. En 2020 et 2021, l'immigration nette a été nulle en Italie, a atteint 0,2 % de la population totale par an en France et dans l'ensemble de l'Union européenne, 0,35 % annuellement de la population totale en Espagne et en Allemagne. Seule l'Allemagne a un rythme d'immigration qui compense le déclin relatif de sa population en âge de travailler par rapport à sa population totale. Dans les autres pays, le rythme de l'immigration devrait doubler ou tripler pour que ce soit le cas.

(*) conseiller économique chez Natixis.

source : Les Echos

Concurrence : Microsoft tente d'amadouer Bruxelles

Dans le viseur de ses concurrents comme Slack ainsi que des régulateurs, notamment la direction de la concurrence de la Commission européenne, Microsoft prend les devants. A partir du 1er octobre, le géant du logiciel va ainsi dissocier sa messagerie professionnelle Teams de ses suites de logiciels bureautiques Microsoft 365 et Office 365 dans l'Espace économique européen et en Suisse. « Nous annonçons des changements proactifs qui, nous l'espérons, commenceront à répondre à ces préoccupations de manière significative, alors même que l'enquête de la Commission européenne

se poursuit et que nous coopérons avec elle », a écrit Nanna-Louise Linde, vice-présidente de l'entreprise, dans un billet de blog. Ce dégroupage signifie que les entreprises pourront acheter des abonnements Microsoft 365 – ne comprenant pas Teams – à un prix inférieur (2 euros de moins par mois) ou pourront acheter une version autonome de Teams au prix catalogue de 5 euros par mois ou 60 euros par an. Les nouveaux forfaits ne concerneront que les nouveaux abonnés, mais les utilisateurs actuels pourront faire le choix de passer à ces nouvelles formules. Microsoft prévoit également

d'améliorer sa documentation sur l'interopérabilité avec Microsoft 365 et Office 365 afin que ses concurrents comme Zoom et Slack s'intègrent dans Exchange, Outlook et Teams.

Une plainte déposée par Slack en 2020

Ces changements interviennent trois ans après la plainte déposée en juillet 2020 par la start-up américaine Slack, entre-temps rachetée par Salesforce. Celle-ci reprochait au géant de Redmond de profiter de sa position de force sur le segment professionnel pour imposer son service et écraser toute concurrence. Car Micro-

soft est bien installé dans les entreprises grâce à l'hégémonie de Windows, son système d'exploitation installé sur la majorité des PC, et au succès de sa suite logicielle Office. En intégrant Teams nativement dans ses offres, il assure à son service une belle exposition. A la suite de ces accusations, la Commission européenne a ouvert une enquête en juillet. Dans ce dossier, le géant américain de la tech, déjà sanctionné à plusieurs reprises par Bruxelles, pourrait se voir infliger une nouvelle lourde amende. Pour Slack, cela permettrait de grappiller quelques points face à son grand concurrent. Lancé en 2014,

Slack a très vite été adopté par de nombreuses start-up de la Silicon Valley avant de conquérir au fil des ans d'autres secteurs et d'autres territoires. Un succès qu'a vite tenté de contrer Microsoft en lançant Teams en 2016. Parti avec un temps de retard, le géant de la tech a rapidement rattrapé la jeune start-up, profitant même d'un boost inattendu avec l'explosion du télétravail durant la pandémie. Au dernier pointage, Teams comptait 300 millions d'utilisateurs actifs mensuels, contre environ 50 millions pour Slack.

Les Echos

MAURITANIE

Journée de réflexion sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l’horizon 2030

Le ministère de l’Économie et du Développement durable a organisé, à Nouakchott, en collaboration avec les Nations Unies, une journée consultative sur les objectifs de développement durable, avec la participation de représentants de tous les secteurs gouvernementaux. La première journée de ces consultations a été consacrée aux références des instances nationales actives dans le domaine du développement du secteur privé, de la société civile, de la jeunesse et des femmes. La rencontre d’aujourd’hui a pour but d’engager la concertation sur les moyens les plus efficaces pour atteindre les objectifs de développement durable en Mauritanie, et à préparer de manière résolue et constructive le sommet qui se tiendra à New York en septembre 2023, en présence de Son Excellence le Président de la République. Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, sur le développement durable à l’horizon 2030. Ouvrant la journée consultative, le secrétaire général du ministre de l’Economie et du Développement durable, Yacoub Ould Ahmed Aicha, a précisé que cette journée consultative, organisée par le département économique en collaboration avec le système des Nations Unies s’articule autour des objectifs de développement durable. Il a ajouté que ces consultations s’inscrivent dans le cadre du plan d’action gouvernemental visant à préparer le forum politique de haut niveau auquel participera Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould El Ghazwani, les 18 et 19 septembre à New York. Ce sommet est consacré à l’évaluation du niveau de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement durable à l’horizon 2030, ce qui reflète clairement l’étendue de son importance pour le processus de développement de la Mauritanie

EGYPTE

Indorama envisage d’investir 700 millions \$ dans des usines d’engrais phosphatés et de silicium

Le gouvernement égyptien a apporté son appui à l’implantation des projets portés par le groupe singapourien, tout en notant que les matières premières nécessaires au fonctionnement des deux usines sont disponibles dans le pays.

Indorama Corporation, un groupe singapourien spécialisé dans les industries chimiques, envisage d’implanter deux usines d’engrais phosphatés et de silicium minéral destiné la fabrication de cellules photovoltaïques en Egypte pour un investissement global de 700 millions de dollars, selon un communiqué publié le 29 août par le gouvernement égyptien. L’annonce a été faite à l’issue d’une réunion tenue entre le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, le ministre du Pétrole Tarek El-Molla, la ministre de la Planification Hala El-Said, et le ministre du Commerce et de l’Industrie Ahmed Samir, pour examiner les projets proposés par Indorama corporation. Le communiqué du gouvernement égyptien a d’autre part précisé que le ministre du Pétrole a apporté son soutien à un « partenariat » avec Indorama Corporation, notant que les matières premières nécessaires au fonctionnement des deux usines sont disponibles en Egypte.

Le Premier ministre a, quant à lui, appelé à la préparation de projets de loi comportant un nouveau paquet d’incitations aux investissements dans les secteurs industriels stratégiques à l’instar de l’exonération de tous les types de taxes pour une durée de 5 ans. Fondée en 1975, Indorama Corporation opère notamment dans les secteurs des engrais phosphatés et des produits chimiques comme le polyéthylène, le polypropylène et la fibre de polyester. Par ailleurs, l’Egypte s’apprête à émettre des obligations libellées en yen japonais d’un montant total de 500 millions de dollars, a annoncé le gouvernement égyptien dans un communiqué publié mercredi 30 août. « Le Conseil des ministres a approuvé l’émission par le ministère des Finances de 500 millions de dollars d’obligations Samouraï d’une échéance de cinq ans pour diversifier les sources de financement de l’économie égyptienne et allonger la maturité de la dette », a-t-on précisé de même source. Le gouvernement a également indiqué

que la nouvelle incursion du pays le plus peuplé du monde arabe sur le marché japonais de la dette « fait suite au succès de la première émission d’obligations Samouraï en mars 2022 ». Une obligation samouraï est le surnom d’une obligation libellée en yen japonais émise à Tokyo par des émetteurs souverains étrangers ou des sociétés non résidentes. Elle est soumise à la réglementation japonaise. Le gouvernement égyptien avait également annoncé, en mai dernier, qu’il était sur le point d’émettre 500 millions de dollars de « Panda bonds » sur le marché chinois, avec une garantie partielle de 345 millions de dollars apportée par la Banque africaine de développement (BAD). Selon un rapport publié en janvier dernier par l’agence de notation Fitch Ratings, les besoins de financement extérieurs de l’Egypte pour les exercices 2023 et 2024 sont estimés à 19 et 22,5 milliards de dollars respectivement.

INDICE MONDIAL DE L’IA DE TORTOISE

La Tunisie classée cinquième au monde arabe et deuxième en Afrique

La société “Tortoise Media”, une entreprise internationale dotée d’un conseil consultatif mondial et d’experts en Intelligence Artificielle du monde entier, vient de publier récemment l’Indice mondial de l’IA, qui évalue plus de 60 pays dans le monde et qui compte plus de 100 indicateurs, répartis en sept sous-catégories, à savoir : la stratégie gouvernementale, la recherche, le développement, les talents, l’infrastructure, l’environnement opérationnel et le commerce. Le Global AI Index évalue les pays en fonction de leur niveau d’engagement, d’innovation et d’adoption de l’Intelligence Artificielle dans divers domaines. Dans ce cadre, le site web de l’entreprise a déclaré : “L’avènement de ChatGPT et la course subséquente entre les grandes entreprises technologiques pour développer leurs propres modèles d’IA ont conduit à une discussion très importante à propos de la meilleure façon de gérer les risques de cette nouvelle technologie”.

Stratégie gouvernementale : l’Arabie saoudite en tête

Parmi les 62 pays ayant choisi d’investir dans l’Intelligence Artificielle, la Tunisie s’est classée 58e pour l’année 2022 dans le domaine de la « stratégie gouvernementale ». Elle est précédée par l’Arabie saoudite (1ère), l’Egypte (23e), les Emirats arabes unis (24e), la Turquie (27e), le Qatar (46e) et le Maroc (50e). D’une manière générale, les pays arabes se présentent en tant que leaders en matière de stratégie gouvernementale en IA. L’Arabie saoudite a été classée première au monde dans la catégorie « stratégie gouvernementale » avec un score de 100%, et ce, grâce à la mise en place de la stratégie nationale pour les données et l’IA, à la présence d’une autorité gouvernementale dédiée à l’intelligence artificielle, à l’allocation de fonds et de budgets pour les initiatives en matière d’IA et à l’établissement ainsi qu’au suivi d’objectifs nationaux en matière d’intelligence artificielle. L’Allemagne et la Chine se sont respective-

ment classées deuxième et troisième dans la catégorie de la stratégie gouvernementale. Elles sont suivies par l’Espagne et Canada, respectivement à la 4e et 5e places.

Au Top 5

D’une manière générale, à l’échelle internationale, les Emirats arabes unis se propulsent à la 28e position, suivis par l’Arabie saoudite qui se positionne à la 31e place. Quant au Qatar, il établit son rang au 42e échelon sur la scène internationale, tandis que l’Egypte prend place à la 52e position. La Tunisie, en se hissant au Top 5 des nations arabes, se distingue à la 56e place, suivie par le Maroc (en 57e position) ainsi que le royaume de Bahreïn (à la 58e place). Au sommet du classement figurent les Etats-Unis, suivis par la Chine, Singapour, le Royaume-Uni et le Canada. Dans le classement des pays arabes, les Emirats arabes unis occupent le haut du podium, suivis de l’Arabie saoudite et du Qatar.

MAROC

Le chiffre d’affaires Vie de Sanlam baisse de 44,6 % au 2^e trimestre 2023

La baisse des revenus de l’activité Vie de Sanlam a affecté le chiffre d’affaires global de l’assureur qui n’a progressé que de 3,8 %, au cours des six premiers mois de l’année en cours. Sanlam Maroc, 7e assureur du royaume en matière de part de marché (3,9 % à fin 2021), a déclaré un chiffre d’affaires Vie de 152 millions de dirhams, en baisse de 44,6

%, au 2e trimestre 2023. L’assureur marocain explique cette régression de ses revenus, par la baisse de la collecte sur les contrats de capitalisation. Sanlam ne donne pas davantage de détails sur l’ampleur de cette baisse de collecte au sein de cette assurance destinée à toute personne désirant constituer et faire fructifier une épargne (Contrat de capitalisa-

tion). Toutefois, l’on note que cette situation a affecté le chiffre d’affaires de la branche Vie de Sanlam au 1er semestre 2023. Cet indicateur est ressorti à 418 millions de dirhams, en baisse de 20,5 %, à fin juin. Et pourtant, l’assureur avait bien démarré l’année en cours, avec des revenus de l’activité Vie en hausse de 5,8 % au cours des trois premiers mois de l’année.

Malgré la baisse des revenus de son activité Vie, Sanlam Maroc termine les six premiers mois de l’année avec un chiffre d’affaires global, de 3,4 milliards de dirhams, en hausse de 3,8 % en glissement annuel. Ce résultat a été soutenu par l’activité non-vie de Sanlam dont le chiffre d’affaires est ressorti à 3 milliards de dirhams, en hausse de 8,2 % à fin juin 2023.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Hausse de 130% des investissements chinois au 1^{er} semestre 2023

Le rapport souligne que l'empire du Milieu continue à se concentrer sur les infrastructures, même s'il mobilise des montants plus importants pour d'autres secteurs comme l'exploitation minière, l'agriculture et l'immobilier.

Les investissements chinois en Afrique subsaharienne dans le cadre de l'Initiative des « Nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative/BRI) ont atteint 4,03 milliards de dollars au premier semestre 2023, enregistrant ainsi une augmentation de 130% par rapport à la même période de 2022, selon un rapport publié le 1er août dernier par The Green Finance & Development Center (GFDC), un think tank rattaché à l'Université chinoise de

Intitulé « China Belt and Road Initiative (BRI) Investment Report 2023 H1 », le rapport précise que la région a également enregistré une hausse de 69% de la valeur contrats de construction d'infrastructures financés par des prêts chinois sur les six premiers mois de l'année en cours, comparativement à la même période de l'année écoulée. La valeur cumulée de ces contrats s'est établie à 6,29 milliards entre le 1er janvier et le 30 juin 2023. Trois pays africains figurent d'ailleurs dans le

Top 5 des pays ayant connu la plus forte croissance des engagements globaux de la Chine, à la fois sous forme d'investissements et de contrats de construction d'infrastructures dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie sur les six premiers de l'année en cours : la Namibie (+457 %), l'Erythrée (+359 %) et la Tanzanie (+347 %). Durant le premier semestre 2023, les engagements chinois ont porté sur 102 projets dans 45 des 148 pays ayant adhéré à l'initiative lancée par Pékin à l'automne 2013. La valeur globale de ces engagements de Pékin à l'étranger a atteint 43,3 milliards de dollars. Sur l'ensemble de ces engagements, 24,1 milliards de dollars se présentent sous forme d'investissements contre 16,3 milliards sous forme de contrats de construction d'infrastructures. Ainsi, la part des investissements dans les engagements globaux a atteint pour la première fois plus de 50%. La réparation des engagements chinois par ré-

gion montre l'Afrique subsaharienne occupe le premier rang pour ce qui concerne les contrats de construction avec une part de 38,62%, devant les pays arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (31,27%), l'Asie de l'Ouest (11,22%) et l'Europe (2,82%). En ce qui concerne les investissements, l'Asie de l'Est tient le haut du pavé avec une part de 43,94%. Viennent ensuite l'Amérique du Sud (22,88%), l'Afrique subsaharienne (16,74%), les pays arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (12,26%), l'Europe (3,07%) et l'Asie de l'Ouest (1,12%). La ventilation des engagements par secteurs montre que Pékin continue à se concentrer sur les infrastructures, en particulier dans les domaines de l'énergie et des transports, même si d'autres secteurs ont connu des augmentations à trois chiffres, comme l'agriculture (+271%), l'immobilier (+269%) et l'exploitation minière (+131%).

GHANA

Un accord avec les investisseurs sur la restructuration de 4 milliards \$ de dette intérieure

Le nouveau programme de restructuration de la dette intérieure devrait permettre le déblocage de nouveaux financements dans le cadre du plan d'aide de 3 milliards de dollars, approuvé en mai dernier par le FMI. Le ministère ghanéen des Finances a annoncé, mardi 29 août, un accord avec les détenteurs d'obliga-

tions domestiques sur un nouveau programme d'échange de la dette intérieure portant sur un montant global d'environ 4 milliards de dollars. Les fonds de pension ont accepté d'échanger 29,6 milliards de cedis (2,6 milliards de dollars) d'obligations existantes, dont le coupon moyen s'élève à 18,5%, contre de

nouveaux titres de dette arrivant à échéance en 2027 et 2028 et qui offrent un coupon moyen de 21%, a-t-on précisé de même source. Les fonds de pension avaient été exclus du premier programme d'échange de la dette intérieure (DDEP) clôturé en février dernier, après la menace de grève brandie par les syndicats qui craignaient des

pertes liées à l'opération. D'autres investisseurs dont l'identité n'a pas été dévoilée ont d'autre part accepté d'échanger 741,7 millions de dollars d'obligations éligibles contre deux nouveaux titres de dette arrivant à échéance en 2027 et 2028, en contrepartie d'une révision à la hausse du rendement des obligations.

Les fintech ont levé 2,7 milliards \$ entre juillet 2021 et juin 2023

Le rapport révèle que la majorité des fintechs africaine opèrent sur les segments des paiements & envois de fonds, des prêts & financements et de l'administration des affaires. Les start-up africaines opérant dans le domaine des technologies financières (fintechs) ont réalisé des levées de fonds d'un montant total de 2,7 milliards de dollars entre juillet 2021 et juin 2023, selon un rapport publié le 21 août par Disrupt Africa, une plateforme d'information spécialisée dans les écosystèmes tech en Afrique. Intitulé « Finnovating for Africa : Reimagining the African financial services landscape 2023 », le rapport précise que les jeunes pousses de la finance basées au Nigeria ont accaparé plus du tiers des financements injectés dans les fintechs du continent durant les 24 mois sous revue. 104163afrique les fintech ont levé 27 milliards entre juillet 2021 et juin 2023 rapport wak Depuis le 1er juin 2015, date à laquelle Disrupt Africa a commencé à suivre les financements injectés dans l'écosystème tech africain, 540 fintechs originaires de 25 pays du continent ont levé un montant cumulé de 3,63 milliards de

dollars. Ces levées de fonds ont suivi une trajectoire ascendante assez régulière depuis lors, à l'exception d'un petit accroc enregistré 2019, pour culminer à un peu moins de 1,5 milliard de dollars en 2022. Une tendance baissière devrait cependant être enregistrée cette année, en raison du refroidissement du marché mondial du capital-risque. Au premier semestre 2023, les fintechs africaines ont levé un peu plus de 600 millions de dollars seulement, et plus de la moitié de ce montant a été récolté par une seule entreprise, en l'occurrence la pépite égyptienne MNT-Halan. Le rapport révèle également que le nombre des start-up qui révolutionnent le monde de la finance en Afrique a augmenté de 17,7% entre juillet 2021 et juin 2023, pour s'établir à 678 entités. Près de 40% de ces sociétés financières innovantes ont été cependant lancées entre 2019 et 2021. Plusieurs pays ont enregistré une augmentation du nombre de leurs fintechs, mais les plus fortes hausses ont eu lieu en Egypte et au Nigeria (66,7 % et de 50 % respectivement entre juillet 2021 et juin 2023). Trois pays concentrent près de 70 % des fintechs

Disrupt Africa a identifié des fintechs opérant dans 25 pays africains. Le nombre de ces entreprises par pays va d'une seule dans des pays tels que l'Algérie, le Burkina Faso et le Mali, à 217 au Nigeria. Trois pays (le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Kenya) concentrent cependant 67,7% des fintechs recensées à l'échelle continentale. La répartition des fintechs africaines par domaine d'activité fait d'autre part ressortir que celles actives sur le segment des paiements et envois de fonds représentent 29,4% du nombre total des entreprises innovantes les technologies financières sur le continent en 2023. Viennent ensuite les fintechs opérant dans les domaines des prêts & financements (19,3%), de l'administration des affaires (12,5%), de l'investissement (10,2%), de l'assurance (8,4%), de la finance personnelle (5,8%), de la blockchain (5,5%) et de la sécurité & l'identification (2,4%). Les fintechs sont par ailleurs la catégorie de start-up africaines qui bénéficient le plus de programmes d'incubation et/ou d'accélération. Au total, 315 des 678 fintechs recensées sur le continent (46,5 %) ont participé à l'un ou l'autre de ces programmes.

L'UNION EUROPÉENNE

Elle prévoit de financer des projets dans le domaine des carburants d'aviation durables en Afrique

Les financements devraient être décaissés dans le cadre du programme Global Gateway, un plan d'aide au développement qui prévoit des investissements de 150 milliards d'euros en Afrique. L'Union européenne (UE) envisage de financer des projets dans le domaine des carburants d'aviation durables en Afrique, dans le cadre du programme de financement des infrastructures Global Gateway, a rapporté Reuters, lundi 28 août, citant un responsable de la Commission européenne. « La production des carburants d'aviation durables présente un grand potentiel sur le continent africain. Dans le cadre du programme Global Gateway, la Commission étudie actuellement les mécanismes de cofinancement et les instruments de garantie possibles pour des projets dans ce domaine », a déclaré Stefan De Keersmaecker, porte-parole de la Commission européenne à la Santé, à la Sécurité alimentaire et à la Politique régionale. M. De Keersmaecker a également précisé que l'UE lancera un projet de renforcement des capacités de 4 millions d'euros, d'ici le 31 décembre 2023, pour soutenir les études de faisabilité et la certification de carburants d'aviation durables dans 11 pays africains et en Inde. « Après les études de faisabilité, les projets sélectionnés pourraient bénéficier de fonds dans le cadre du Programme Global Gateway », a-t-il indiqué. Le programme Global Gateway est un plan d'aide au développement dévoilé début 2022 par l'UE pour financer des projets d'infrastructures soutenables et de qualité en dehors de l'espace européen. Ce plan prévoit notamment des investissements de 150 milliards d'euros sur six ans en Afrique pour contribuer au développement des infrastructures dans les domaines de la numérisation, de l'énergie et du transport. Les fonds doivent provenir des ressources propres de l'Union et de ses institutions financières comme la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ainsi que des 27 pays membres et leurs institutions nationales de développement, sans occulter les contributions du secteur privé européen. Les carburants d'aviation durables (Sustainable Aviation Fuels/SAF) sont des carburants alternatifs destinés à l'aviation, et produits à partir de différentes ressources plus ou moins renouvelables comme la biomasse, les algues, les déchets agricoles ou alimentaires ou encore l'hydrogène. Ils peuvent être utilisés dans les avions existants sans modification de l'aéronef, des moteurs et des opérations aériennes.

POINT-MARCHÉS

L'Europe termine la semaine sans direction

Les Bourses européennes ont fini la semaine sans direction, les pertes du secteur de l'automobile et du groupe minier Aurubis ayant pesé sur les gains de l'énergie et des ressources de base.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 0,27% à 7.296,77 points. Le Footsie britannique a pris 0,34% et le Dax allemand a abandonné 0,67%. L'indice EuroStoxx 50 termine en baisse de 0,31%, le FTSEurofirst 300 gagne 0,01% et le Stoxx 600 recule de 0,01%. Le secteur automobile, qui a perdu 2,58% suite à l'abaissement par UBS de ses recommandations sur Volkswagen (-5%) et Renault (-6,25%), ainsi que le plongeon d'Aurubis (-6%) - qui soupçonne qu'une bande criminelle a volé une partie de son métal -, ont entraîné certains marchés à la baisse vendredi. L'activité manufacturière chinoise, ressortie à 51,0 en août contre un consensus à 49,3, a en revanche soutenu les prix des matières premières et, avec eux, les valeurs énergétiques et minières, et laissé supposer que les efforts de Pékin pour relancer la croissance économique portaient leurs fruits. Les espoirs de reprise sont également visibles en Europe, où l'activité manufacturière s'est contractée à un rythme plus lent qu'en juillet, selon les résultats définitifs de l'enquête mensuelle S&P Global/Hamburg Commercial Bank. La publication jeudi des premières estimations de l'inflation en zone euro, qui ont montré une baisse plus importante que prévu des prix

sous-jacents en août, ont en outre contribué à rendre les marchés très enclins à considérer que la Banque centrale européenne (BCE) maintiendra ses taux lors de sa réunion du 14 septembre. Selon le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, la BCE est "très proche" du point haut sur ses taux d'intérêt.

Indicateurs du jour

Le rapport mensuel sur l'emploi américain, très attendu, a montré vendredi que le taux de chômage a progressé en août et que la croissance des salaires a ralenti, suscitant des attentes selon lesquelles la Réserve fédérale pourrait suspendre ses hausses de taux d'intérêt. L'activité manufacturière aux Etats-Unis s'est en outre contractée pour le dixième mois consécutif en août, même si le rythme du déclin a ralenti, suggérant que le secteur pourrait commencer à se stabiliser sur de faibles niveaux.

Valeurs

Le compartiment de l'énergie a progressé de 1,93% vendredi, aidé par les chiffres chinois et par les prévisions de réduction de production de pétrole de la part des pays producteurs jusqu'à la fin de l'année.

PARIS

Perte limitée, repasse juste en-deçà des 7300 pts

La bourse de Paris conclut cette première séance de septembre sur un recul de 0,27%, à 7296 points, effaçant ainsi ses gains de la matinée. L'indice est notamment pénalisé par Renault qui cède 6,2%. Sur le semaine écoulée, le CAC s'arroge néanmoins un gain de près de 1,2%, et de pratiquement 13% depuis le début de l'année. Très attendu, le chiffre de l'emploi aux Etats-Unis a finalement été accueilli dans une certaine indifférence par les marchés. Ainsi, l'économie américaine a généré 187.000 emplois non agricoles au mois d'août, selon le Département du Travail, un nombre légèrement supérieur aux attentes (+157.000). Les créations de postes des deux mois précédents ont été révisées en forte baisse, de 185.000 à 105.000 pour juin et de 187.000 à 157.000 pour juillet, soit un solde de révision total de -110.000 pour ces deux mois. Le taux de chômage s'est par contre accru de 0,3 point à 3,8% de la population active et le taux de participation à la force de travail est remonté de 0,2 point à 62,8%, tandis que le revenu horaire moyen s'est accru à un rythme annuel de 4,3%... légèrement supérieur à l'inflation 'brute' L'activité dans le secteur manufacturier américain s'est contractée à un rythme

accélééré en août, à en croire S&P Global dont l'indice PMI du secteur s'est établi à 47,9 pour le mois écoulé, contre 49,0 en juillet. S&P Global explique qu'un déclin plus rapide des nouvelles commandes a entraîné une baisse de production, tandis que l'emploi a connu sa plus faible hausse depuis janvier et que les pressions inflationnistes sont demeurées modestes, quoiqu'en petite hausse.

L'ISM manufacturier publié quelques minutes plus tard ressort également en contraction.

Les T-Bonds US finissent la semaine sur une dégradation de +9Pts vers 4,18% ce qui risque de plomber Wall Street à la veille d'un week-end de 3 jours (Labor Day ce lundi). Côté Europe, les investisseurs ont pris connaissance de plusieurs statistiques : le déficit du budget de l'Etat français s'est creusé à fin juillet avec un solde général d'exécution qui s'établit à -169 milliards d'euros à fin juillet (c'est le plus sévère de l'histoire -hors période Covid- et le record absolu -Covid inclus- devrait être battu dès septembre), contre -131,2 milliards un an plus tôt, selon des données publiées vendredi par le ministère chargé des Comptes publics.

Le secteur des ressources de base a pour sa part gagné 1,48%, les prix de la plupart des métaux ayant augmenté après la publication d'une reprise inattendue de l'activité manufacturière en Chine, son principal consommateur. A Paris, Casino a abandonné 4,93% après que l'agence de notation S&P Global a abaissé de "CC" à "D" la note de crédit du distributeur, affirmant qu'il n'avait pas honoré le coupon dû mi-juillet sur certaines obligations.

A wall street

A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones prend 0,03%, tandis que le Standard & Poor's 500 et Nasdaq Composite se sont retournés en baisse et abandonnent 0,11% et 0,34% respectivement. Wall Street digère une publication sur l'emploi avec des données mitigées, le marché de travail restant solide malgré quelques signes de détérioration.

CHANGES

Le dollar progresse face à l'euro, après que le rapport sur l'emploi. Le billet vert gagne 0,53% face à un panier de

devises de référence, tandis que l'euro EUR= recule de 0,55% à 1,0781 dollar.

Taux

Les rendements obligataires de la zone euro ont légèrement progressé vendredi dans un marché volatile, tout en affichant une baisse hebdomadaire alors que les investisseurs digèrent les données des deux côtés de l'Atlantique suggérant que les banques centrales pourraient être proches de la fin de leur cycle de resserrement. Le rendement du dix ans allemand a pris plus de 6 points de base à 2,537 %, tandis que celui du taux à deux ans a fini presque inchangé à 2,984%. Aux Etats-Unis, les rendements obligataires ont d'abord creusé leur repli avec le rapport sur l'emploi avant de repartir à la hausse. Le rendement du Treasury à dix ans avance de plus de 10 points de base à 4,2004%, tandis que le taux à deux ans US2YT=RR grignote trois points de base à 4,8889%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 31 Août 2023					
Valeur : 04 Septembre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.1240	136.1390
1	EUR	EURO		148.2663	148.3234
1	GBP	POUND STERLING		172.8998	172.9628
100	JPY	JAPANESE YEN		93.3251	93.3674
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6722	18.6748
1	CHF	SWISS FRANC		154.6512	154.7386
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.4605	100.5013
1	DKK	DANISH KRONE		19.8936	19.8978
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5121	12.5165
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8277	12.8342
1	AED	UAE DIRHAM		37.0587	37.0648
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.2872	36.2979
1	KWD	KUWAITI DINAR		441.5310	442.0097
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.5659	44.0083
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4738	13.4752
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1370	28.2810
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5955	3.5959
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.0652	181.0652

La Bourse de New York termine en ordre dispersé

tion est ainsi remonté à son plus haut depuis février 2020, soit avant la pandémie de coronavirus. "Le rapport sur l'emploi est cohérent avec nos projections, selon lesquelles le marché du travail va continuer à ralentir et l'économie (américaine) traverser une récession modérée aux environs de la fin de l'année", a commenté Nancy Vanden Houten, d'Oxford Economics. Dans un premier temps, les opérateurs ont revu en hausse la probabilité que la banque centrale américaine (Fed) laisse ses taux inchangés jusqu'à la fin de l'année, une hypothèse qui plaît au marché. Mais au fil de la séance, l'enthousiasme s'est modéré, notamment après la publication de

l'indice mensuel ISM d'activité dans le secteur manufacturier. Pour Tom Cahill, de Ventura Wealth Management, davantage que l'indice de base, qui est remonté à 47,6 points en août contre 46,4 en juillet mais continue d'indiquer une contraction de l'activité, les investisseurs ont relevé le bond de l'indicateur des prix payés par le secteur. Il est ressorti bien au-dessus de celui de juillet, mais aussi des prévisions économistes, ce qui peut inquiéter quant à la trajectoire de l'inflation. Dans la foulée, les taux obligataires, qui s'étaient détendus en début de séance, sont

remontés. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait ainsi à 4,17%, contre 4,10% la veille en clôture. Quant aux indices phares du marché action, ils se sont essouffés, le Nasdaq, qui restait sur cinq séances positives d'affilée, clôturant même dans le rouge, après des prises de bénéfices sur quelques valeurs vedettes, comme Nvidia (-1,71%) ou Tesla (-5,06%). "Si vous êtes trader, que vous venez de vivre une semaine plutôt bonne et qu'un week-end de trois jours se présente, vous prenez quelques bénéfices", a décrypté Tom Cahill. A la veille de ces trois jours fériés, "les volumes ont été faibles", a expliqué Maris Ogg, de Tower Bridge Advisors. En outre, "certains ne voulaient pas rester exposés" avant cette séquence et ont vendu, a-t-elle précisé. La réputation de septembre, pire mois de l'année en moyenne pour les actions, n'a pas aidé, a ajouté l'analyste, en ce premier jour du mois.

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE ITALIENNE L'A SOULIGNÉ

Les Nouvelles routes de la soie n'ont pas produit les résultats espérés pour l'Italie

Le chef de la diplomatie italienne a estimé samedi, à la veille d'une visite à Pékin, que les controversées Nouvelles routes de la soie n'avaient pas apporté les bénéfices escomptés à la troisième économie de la zone euro.

« Nous voulons continuer à travailler étroitement avec la Chine mais nous devons aussi faire une analyse des exportations: la Route de la soie n'a pas produit les résultats que nous espérons », a constaté Antonio Tajani au forum économique organisé par The European House - Ambrosetti à Cernobbio, sur les rives du lac de Côme. « Les exportations de l'Italie vers la Chine en 2022 se sont montées à 16,5 milliards d'euros, celles vers la France à 23 milliards et celles vers l'Allemagne à 107 milliards », a-t-il ajouté. En 2019, l'Italie, plongeant sous le poids de sa dette publique, est devenue le seul pays du G7 à participer à ce programme d'investissements massifs de Pékin, décrit par ses opposants comme un cheval de Troie destiné à obtenir une influence po-

litique. Cet ambitieux projet de Pékin, lancé sous l'impulsion du président Xi Jinping, vise à améliorer les liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique et même au-delà par la construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports ou de parcs industriels. L'accord italo-chinois se renouvelle automatiquement en mars 2024 à moins que l'Italie décide d'en sortir d'ici fin 2023. Antonio Tajani se rend ce dimanche à mardi à Pékin pour rencontrer les autorités italiennes et préparer une visite envisagée de la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni en octobre destinée, selon des experts, à formaliser le retrait de l'Italie du projet. Ce retrait a « déjà été accepté en principe par les autorités chinoises. La Première ministre Meloni en fera l'annonce officielle lors de son voyage à Pékin, attendu à la mi-octobre, en signe de

respect pour les dirigeants chinois », analyse dans une note Lorenzo Codogno, ancien économiste en chef du Trésor italien. Le Parlement italien, a souligné Antonio Tajani, « devra faire une évaluation et décider de renouveler ou non notre participation à ce projet ». « Nous voulons avec la Chine un rapport solide en sachant bien que c'est un partenaire mais aussi un concurrent, un rival systémique », a-t-il dit, regrettant notamment que les Européens « aient laissé trop d'espace aux intérêts chinois » en Amérique du sud. Le prédécesseur de Giorgia Meloni, Mario Draghi, qui avait pris ses fonctions en février 2021, avait gelé l'accord et utilisé le droit de blocage du gouvernement dans les secteurs jugés stratégiques pour empêcher tout investissement de haut niveau des sociétés chinoises en Italie.

INFLATION EN FRANCE

Recul des ventes de fournitures scolaires avant la rentrée

Les ventes de fournitures scolaires ont connu un « déclin significatif » en prévision de la rentrée des classes, en raison de l'inflation et d'une tendance plus ancienne à la réutilisation des produits achetés les années précédentes, selon l'Association des Industriels de la Papeterie et du Bureau (AIPB) et le panéliste GfK. Le panéliste GfK a constaté une « baisse notable des ventes à l'approche de la rentrée des classes », avec un chiffre d'affaires de 357 millions d'euros entre le 26 juin et le dimanche 27 août, soit une diminution de 5,2% par rapport à l'année précédente, comme l'a précisé lors d'une conférence de presse. Il convient de noter qu'au cours de cette période, le prix moyen d'un arti-

cle a augmenté de 8,7%, passant de 2,9 euros à 3,16 euros, ce qui a entraîné une baisse encore plus marquée du nombre d'articles vendus : 113 millions d'unités vendues, soit une diminution de 12,8%.

Une pression financière sans précédent sur les ménages

Nadège Helary, présidente de l'Association des Industriels de la Papeterie et du Bureau, a toutefois apporté des nuances à cette constatation en rappelant que la rentrée des classes aura lieu le 4 septembre et que les semaines non encore évaluées par GfK seront déterminantes. « Nous restons plutôt optimistes quant aux résultats que nous obtiendrons dans

les quinze prochains jours, car les clients continuent de se rendre en magasin et d'acheter des produits de marque », a ajouté Nadège Helary, qui est également la directrice générale de Staedtler France. Magali Saint-Laurent, de GfK, a souligné que la moitié des ventes sur dix semaines se réalisaient au cours des quatre dernières semaines. En plus de la « pression financière sans précédent sur les ménages », la baisse des ventes est également attribuable à une « démocratisation de l'achat raisonné de la part des consommateurs, qui ont tendance à réexaminer les fournitures » précédemment achetées en vue de les « réutiliser », a expliqué Samuel Gimenez, de GfK, lors d'une visioconférence.

APRÈS AVOIR DÉCROCHÉ LA LUNE

L'Inde prépare sa prochaine mission spatiale

L'Inde atteindra une nouvelle étape majeure ce samedi en lançant une sonde dédiée à l'étude du Soleil, à peine une semaine après avoir réussi à déposer un véhicule sans équipage près du pôle sud de la Lune. L'Inde a lancé samedi une

fusée transportant une sonde solaire pour un voyage de quatre mois vers le Soleil, comme l'a montré une retransmission en direct de l'Organisation indienne pour la recherche spatiale (ISRO). Les techniciens de contrôle de la mission ont applaudi lorsque la

fusée a décollé du pas de tir de l'ISRO sur l'île de Sriharikota. Aditya-L1, nommée « Soleil » en hindi, embarquera des instruments scientifiques destinés à observer les couches externes de notre étoile solaire. Après le décollage de ce matin, cette

sonde part pour un voyage de quatre mois jusqu'à sa destination située à 1,5 million de kilomètres du Soleil. La NASA et l'Agence spatiale européenne ont déjà déployé des engins spatiaux pour l'étude du Soleil, mais c'est une première pour l'Inde dans ce domaine.

PAKISTAN

L'inflation reste élevée malgré le plan de sauvetage du FMI

L'inflation au Pakistan s'est maintenue à 27,4% en glissement annuel au mois d'août, selon les données officielles, l'effondrement de la roupie et l'envolée des factures imputées au plan de sauvetage du FMI ayant entravé les efforts gouvernementaux pour maîtriser les prix. Le Pakistan était au bord du défaut de paiement cet été, avant que le Fonds mo-

nétaire international n'accepte un accord de sauvetage à condition que le gouvernement réduise les subventions qui avaient permis d'amortir le coût de la vie. Depuis lors, la roupie a franchi le seuil historique de 300 roupies pour un dollar, tandis qu'Islamabad a augmenté les tarifs de l'essence et de l'électricité, provoquant un mécontentement généralisé. Les prix

ont connu une hausse de 1,7% d'un mois sur l'autre en août, selon les statistiques gouvernementales publiées vendredi, et le chiffre de 27,4% en glissement annuel n'était qu'à un point de celui de juillet, signalant peu de soulagement. En août, le carburant a coûté 8% de plus qu'en juillet, tandis que les factures d'eau dans les zones urbaines ont augmenté de

plus de 11% et que le prix des tomates a grimpé de 82%. Les marchés étaient largement fermés dans les grandes villes de Karachi, Lahore et Peshawar samedi, les commerçants protestant contre la flambée des coûts qui est devenue le paratonnerre de la colère publique à l'approche des prochaines élections générales.

CHINE

Le promoteur surendetté Country Garden obtient un sursis de ses créanciers

Après des pertes records, il devait s'acquitter ce samedi du remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant total de 3,9 milliards de yuans (environ 500 millions d'euros). Country Garden, l'un des plus gros groupes immobiliers de Chine à l'endettement astronomique, a obtenu lors d'un vote crucial le rééchelonnement d'un remboursement pour éviter un défaut, écrit samedi l'agence d'information financière Bloomberg. Le promoteur, qui a longtemps été réputé solide financièrement, a été incapable début août de rembourser deux intérêts sur des emprunts, au moment où le secteur immobilier connaît une crise sans précédent en Chine. Après des pertes records enregistrées au premier semestre, il devait s'acquitter ce samedi du remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant total de 3,9 milliards de yuans (environ 500 millions d'euros). Selon Bloomberg, les créanciers ont donné leur accord in extremis vendredi soir pour reporter la date butoir à 2026 lors d'un vote crucial. Country Garden n'avait pas communiqué dans l'immédiat. Le groupe, qui était l'an dernier encore le plus gros promoteur de Chine, n'est pas pour autant tiré d'affaires. Une autre échéance se profile la semaine prochaine pour le remboursement de 22,5 millions de dollars sur deux intérêts d'emprunt. Country Garden risque formellement un défaut de paiement, au terme d'un délai de grâce de 30 jours qui prendra fin mardi. Country Garden avait fin 2022 une dette considérable estimée à 1.430 milliards de yuans (180 milliards d'euros). Sa situation fait craindre une faillite aux conséquences incommensurables pour le système financier en Chine, deux ans après la descente aux enfers de son concurrent Evergrande. Country Garden « ne dispose pas de sources de trésorerie suffisantes pour faire face à l'échéance prochaine de ses obligations », a estimé l'agence de notation Moody's, qui a abaissé jeudi de trois crans la note de solidité du groupe. Les déboires d'Evergrande et Country Garden, deux géants de l'immobilier, fragilisent un peu plus un secteur déjà échaudé par la crise sanitaire et le ralentissement économique en Chine. Cette situation nourrit la défiance d'acheteurs potentiels, ce qui aggrave davantage la situation financière des promoteurs, y compris de groupes publics réputés solides.

La Tesla Model 3 fait peau neuve, plus sportive et aérodynamique

Tesla a dévoilé sa très attendue nouvelle Model 3. Au programme de cette mise à jour : des lignes plus acérées, une autonomie allongée et un intérieur haut de gamme. Une page se tourne pour la firme détenue par Elon Musk. Six ans après son lancement à succès (plus de deux millions de modèles livrés dans le monde) Tesla met à jour son Model 3. La berline fait peau neuve, mais reste « accessible » et taillée pour les longues distances.

Un look restylé et optimisé

Côté carrosserie, l'évolution de cette Model 3 est assez nette. Son nez plus acéré lui offre un aspect indéniablement sportif, mais réduit surtout sa résistance aérodynamique. Un coup de bistouri permettant d'augmenter l'autonomie tout en atténuant les bruits d'air. Ces deux objectifs sont appuyés par de nouvelles jantes (disponibles en 18 et 19 pouces) également optimisées pour l'autonomie. Les modifications du design arrière sont moins significatives, à l'exception du coup de crayon offert aux feux arrière. La phase 2 du Model 3 est proposée en deux teintes : un Rouge Ultra ou Gris Stealth.

Un intérieur fidèle mais augmenté

La mise à jour du design intérieur reste dans la lignée du modèle original. Mais de l'aluminium au textile, Tesla semble offrir un bond qualitatif aux matériaux utilisés. Le constructeur le promet, le verre isolant associé aux suspensions améliorées et aux joints insonorisants assurent une bien meilleure acoustique pour un habitacle plus silencieux.

Tesla Model 3

Tesla oblige, la place aux équipements high-tech est toujours importante. La console centrale est équipée d'un système de recharge rapide pour ordinateurs et téléphones portables. Le système audio intègre une nouvelle technologie haut de gamme dotée de 17 haut-parleurs sur la version Grande Autonomie et 9 sur la variante Propulsion. Si l'écran central conserve ses 15,4 pouces, un second, d'une taille de 8 pouces, est installé à l'arrière. Plus de 500 km d'autonomie Ce Model 3 de seconde génération est disponible en deux versions. La Propulsion affiche une autonomie de 513 km pour un prix de 42 990 €. Pour la variante Grande Autonomie, prévoyez 50 990 € pour une autonomie de 629 km. Les premières livraisons en Europe sont attendues pour la fin du mois d'octobre.

La BMW Vision Neue Klasse au Salon de Munich 2023

Lorsque BMW présente l'avenir de ses futurs modèles, le constructeur le fait soit au travers de concepts, proches à 80% des versions de série qui seront ensuite développées. Soit au travers de modèles Vision, qui en l'occurrence se destinent plutôt à présenter des codes stylistiques ou éléments de design que pourraient adopter de futurs modèles.

Justement, il y a quelques semaines, BMW nous a convié à découvrir en avant-première la Vision Neue Klasse qui sera dévoilée prochainement au Salon de Munich 2023. Une nouvelle génération de modèles. BMW avait déjà utilisé cette dénomination "Neue Klasse" dans les années 60 avec les modèles 1500 et 2000. Une nouvelle ère s'ouvrirait alors pour la marque bavaroise. Et c'est exactement la même situation que nous vivons aujourd'hui. Avant d'entrer en détail, il est évident que c'est le nouveau regard présenté qui attirera le plus votre attention, avec une profonde réinterprétation des haricots BMW, qui exploitent désormais toute la largeur de la face avant et qui intègrent par la même occasion les nouvelles optiques. Un énorme coup de jeune et certainement aussi une excellente nouvelle pour ceux qui n'apprécient pas trop les haricots proéminents des BMW actuelles...

L'objectif est évident : une épuration à l'extrême de la carrosserie. BMW parle même d'une simplification de la conception. Il suffit d'ailleurs d'observer les panneaux de carrosserie pour s'en convaincre. On revient à des courbes nettes, sans fioritures ni bavures. Et le résultat se révèle aussi surprenant que moderne finalement. Quelques exemples très concrets : aucun entourage de portières. On peut observer que les logos sont désormais directement pressés dans la carrosserie. Même le pan de Hofmeister qui relie la vitre arrière au montant arrière est revu à sa plus simple expression. Cette épuration se constate également à bord bien-sûr, avec un mobilier entièrement repensé. Certains diront qu'il était temps que BMW fasse un peu évoluer ses habitacles, même si beaucoup considèrent que chaque élément est actuellement parfaitement à sa place, pour un résultat chic, relativement sportif et ergonomique.

Mais de toute évidence, BMW compte révolutionner les choses en faisant la part belle à l'habitabilité et aux équipements dernier cri. L'ensemble est mis en valeur par l'énorme surface vitrée. Pour cela, BMW a opté pour une ceinture de caisse basse autorisant de larges vitres latérales. Le toit entièrement vitré vient quant à lui directement en prolongement du parebrise avant et arrière. A bord, on se croirait littéralement dans un aquarium ! Le système multimédia nous a également impressionné par son avant-gardisme. L'écran central de forme originale n'est plus secondé par un bloc d'instrumentation classique situé derrière le volant. Désormais c'est un système d'affichage tête-haute projeté à la base de toute la largeur du parebrise qui se chargera de vous communiquer les informations nécessaires. Les passagers pourront ainsi également en profiter par la même occasion. Une belle innovation dans le segment !

BIZZARRINI GIOTTO

Un hommage équipé d'un V12 atmosphérique

Le constructeur italien Bizzarrini a publié les premières images de sa Giotto. Un hommage au fondateur de la marque mais surtout au mythique modèle 5300 GT des années 1960. Les livraisons devraient débuter d'ici début 2026. Bizzarrini sait y faire en termes d'hommage. Le constructeur italien a dévoilé les premières images ainsi que le nom de sa prochaine « Hyper GT ». Baptisé

Giotto, ce bijou porte tout simplement le nom de son fondateur : Giotto Bizzarrini. L'ingénieur toscan décédé en mai dernier, à l'âge de 96 ans. Mais le clin d'œil est double puisque la Giotto se veut être la descendante de la sélecte 5300 GT, née au milieu des années 60'. Une arrivée espérée début 2026 Comme pour la 5300 GT il y a tout juste 60 ans, la Giotto a été conçue en partenariat avec le

designer Giorgetto Giugiaro (et son fils Fabrizio Giugiaro). La carrosserie en fibre de carbone retrouve alors deux bouches d'aération sur le capot, un séparateur avant, un montant B triangulaire ainsi qu'un parebrise arrière enveloppant. Ce dernier est précédé d'un diffuseur arrière dérivé de la Formule 1. Mais sous cette nappe rouge se cache le clou du spectacle : un V12 atmosphérique de 6,6 litres. 6.626 cc plus préci-

sément, un clin d'œil à la date de naissance de Giotto Bizzarrini : le 6 juin 1926. De plus, le moteur répond « aux législations mondiales en termes d'émissions ». Le constructeur italien n'a pas communiqué de chiffres concernant la puissance, même si ces derniers devraient décoiffer. Les essais sur route de la Giotto commenceront fin 2024 pour une livraison espérée début 2026.

MINI COOPER (2023)

Ses nouvelles versions électriques dévoilées

Mini lève le voile sur la nouvelle génération de sa Cooper électrique, disponible en deux versions, en marge du Salon de Munich 2023. Mini a singulièrement revu sa copie pour la cinquième génération de sa Cooper électrique, dévoilée sous deux versions, Cooper E et Cooper SE. L'un des points noirs de la précédente génération de la Mini électrique tenait à son autonomie encore trop faiblarde. Un défaut gommé avec cette doublette. La Cooper E, tout d'abord, est équipée d'un moteur électrique de 184 ch et 290 Nm, couplé à une batterie de 40,7 kWh. Outre de jolies performances annoncées, avec un 0 à 100 km/h en 7,3 s, elle voit son autonomie portée à 305 km (WLTP). Du côté de la Cooper SE, la puissance mo-

teur grimpe à 218 ch et 330 Nm, pour un 0 à 100 km/h avalé en 6,7 secondes et une autonomie annoncée de 402 kilomètres. Le tout couplé à un accumulateur de 54,2 kWh.

Mini Cooper se : design entre sobriété et modernisme

Sur le plan du design, la nouvelle Mini Cooper électrique fait dans la sobriété non sans une touche de classique. A l'extérieur, on note les phares ronds iconiques et la calandre octogonale. Dans l'habitacle, outre le tableau de bord épuré et le volant multifonctions, le levier de vitesses brille pas son absence, supprimé pour libérer un espace de rangement entre les sièges avant.

L'écran OLED central, de 24 cm de diamètre, intègre un assistant personnel intelligent, activable par les mots « Hey Mini », permettant de contrôler plusieurs fonctions vocalement. Sept Mini Experience Modes apportent une atmosphère dynamique à l'habitacle. L'environnement n'est pas oublié avec des selleries en cuir conçues à partir d'éléments synthétiques. Textiles, surpiqures et surfaces du tableau de bord sont fabriqués à partir de matériaux recyclés. Disponible en quatre niveaux de finition (Essential, Classic, Favoured et JCW), la nouvelle Mini Cooper électrique nous en dévoilera davantage en matières de tarifs pour le marché français dans les semaines à venir.

AVEC LE CASQUE DE RÉALITÉ VIRTUELLE DE META N'importe quelle surface devient un clavier

Mark Zuckerberg vient de publier une vidéo d'une fonctionnalité très attendue qui permet d'utiliser n'importe quelle surface, comme un bureau ou une table, en tant que clavier dans la réalité virtuelle. Le suivi des doigts avec le Meta Quest 2 serait suffisamment précis pour atteindre 120 mots par minute/

Comment écrit-on dans le méta-vers ? Lorsqu'il s'agit de seulement quelques caractères, il est possible d'utiliser un clavier virtuel en pointant les lettres avec ses contrôleurs ou ses mains. Pour un texte plus long, il est possible de relier un clavier physique afin de saisir du texte comme avec son ordinateur. Toutefois, Meta travaille sur une nouvelle fonctionnalité qui permet de se passer complètement du clavier physique en utilisant n'importe quelle surface en tant que clavier.

Dans une vidéo publiée sur son compte Instagram personnelle, Mark Zuckerberg porte un casque Meta Quest 2 et écrit directement sur un bureau, sans clavier physique. Dans son casque, il voit une copie virtuelle de ses mains ainsi que du bureau sur lequel est posé un clavier entièrement virtuel. Grâce aux caméras de suivi des mains intégrées au casque, le système peut suivre les mouvements de ses doigts et



savoir sur quelle touche il appuie. Mark Zuckerberg indique avoir réussi à atteindre 100 mots par minute, tandis qu'Andrew Bosworth, directeur technique chez Meta, a atteint presque 120 mots par minute. À titre de comparaison, la vitesse de frappe moyenne se situe aux alentours de 40 mots par minute. Meta travaille sur ce genre de technologie depuis des années, et des chercheurs avaient déjà présenté une fonctionnalité similaire en 2020, mais à l'époque il fallait porter des gants avec des marqueurs. Impossible de savoir à l'heure actuelle quand cette fonctionnalité pourrait être disponible. Le Meta Quest 3, dont le lancement est imminent, disposera de caméras de meilleure qualité, et donc le suivi devrait être plus précis et plus adapté à cette fonctionnalité. Toutefois, le fait que Mark Zuckerberg le teste sur le Meta Quest 2 permet d'espérer qu'elle ne sera pas limitée uniquement au nouveau casque.

Réaliser facilement des rapports d'intervention en vidéo avec Vyn

« Une image vaut mieux que mille mots ». Le proverbe est particulièrement vrai pour des professionnels sur le terrain qui doivent parfois rédiger un rapport d'intervention long et laborieux. C'est là où l'innovation entre en jeu avec Vyn, pour « Video your notes », développée par humanLearning avec Women Start, l'accélérateur d'Orange Fab dédié aux entrepreneuses. La plateforme utilise la technologie Smart-

VideoNotes afin de guider l'utilisateur, via un « storyboard », dans la réalisation faciles de courtes vidéos commentées.

L'intelligence artificielle entre en jeu

Vyn permet ainsi de présenter en une vidéo des informations, processus ou situations difficilement descriptibles avec des formulaires et des photos. Une fois enregistrée, l'intelligence ar-

tificielle entre en jeu par l'analyse vocale et la vision par ordinateur qui permettent de mieux la répertorier et la retrouver par la suite. Résultat : un gain de clarté, de rapidité et de fiabilité pour ceux qui collaborent à la qualité des installations et des interventions de maintenance. L'application, disponible en 10 langues, est aussi un vrai plus pour la sécurité comme le souligne Emmanuel Schneider, VP Sales Europe

de Vyntelligence : « Demander aux travailleurs de réaliser leurs rapports via une vidéo dans laquelle ils décrivent leur travail, les risques et les contrôles qu'ils mettent en œuvre, change positivement leur rapport au risque et améliore leur vigilance ». Elle peut être enfin bien utile aux particuliers, victimes par exemple d'un dégât des eaux, pour mieux faire comprendre le problème et donc faire gagner en efficacité les équipes d'intervention.

ORANGE

La firme met l'humain au cœur des innovations de la voiture de demain

Depuis quelques années, le secteur de l'automobile connaît une véritable mutation portée par les innovations et les nouvelles technologies. Leur objectif ? Aller vers une mobilité intelligente et sécurisée, pensée avant tout pour l'humain. En tant que partenaire clé de la Software République, Orange participe à cette « transformation » en développant différentes technologies, dont une interface universelle de paiement et un carnet d'entretien virtualisé et sécurisé. La mobilité du futur sera-t-elle intelligente, sécurisée et durable ? C'est en tout cas ce à quoi travaille d'arrache-

pied le consortium Software République. Cet écosystème d'open innovation rassemble le constructeur automobile Renault ainsi que cinq grands leaders européens de la technologie, dont Orange, qui a développé plusieurs solutions, à la fois innovantes, au service de l'humain et de sa sécurité.

Une interface universelle de paiement

Place de parking, solution de « drive-in », borne de recharge électrique... les applications se multiplient depuis quelques années pour faciliter la vie des conducteurs. Pratique, sauf qu'il faut

naviguer de l'une à l'autre pour accéder au service concerné.

Orange a donc imaginé « In-Car Payment », une solution intégrée dans une interface de messagerie universelle, accessible sur n'importe quel écran de véhicule. Tous les points d'intérêt sélectionnés apparaissent sur la carte de navigation et le conducteur n'a plus qu'à accéder au service voulu via des chatbots.

La borne de charge bidirectionnelle

Autre innovation majeure à l'heure des défis énergétiques : la recharge intelli-

gente bidirectionnelle avec la borne « Powerbox ». Jusqu'à présent les bornes électriques ne servaient qu'à alimenter un véhicule. Avec la recharge bidirectionnelle « Vehicle-to-Grid », l'énergie embarquée par la voiture au repos (et donc qui ne sert pas), peut, par exemple, être utilisée lors d'un pic de consommation pour être mise à disposition de la maison, voire même du réseau électrique grand public, un peu comme les smartphones qui permettent de fournir en électricité un casque audio.

ELLES CAPTENT LE
SOLEIL ET PRODUISENT
AUSSI DE L'EAU

Des « feuilles solaires » révolutionnaires très efficaces

Des chercheurs britanniques se sont inspirés des feuilles des arbres pour créer des cellules solaires capables d'assurer un meilleur rendement en se refroidissant automatiquement. Il ne s'agit pour le moment que d'un concept, mais il est prometteur. La nature fait bien les choses et c'est bien pour cette raison que la science s'en inspire souvent. C'est dans le domaine de la production d'énergie, et notamment de celle des panneaux solaires que des chercheurs britanniques de l'Imperial College à Londres ont imité la nature avec un concept de « feuilles solaires », ou feuilles photovoltaïques. Plutôt que de disposer d'un vaste panneau solaire, les chercheurs ont imaginé une multitude de petites plaques solaires en forme de feuilles d'arbres. La technologie des cellules photovoltaïques n'a pas été révolutionnée, mais la particularité de ces modules, c'est qu'elles disposent, comme les feuilles d'arbres, de petites ramifications constituées de bambou qui font circuler un liquide autour des cellules. Pourquoi ? Pour faire baisser la température des cellules photovoltaïques lorsqu'elles sont exposées directement au soleil. Il faut savoir qu'un panneau photovoltaïque n'est en réalité capable que de capter que 24,5 % de la lumière qu'il reçoit. Seule une partie du spectre solaire peut effectivement être assimilée par les cellules. Le reste est malheureusement absorbé uniquement en temps que chaleur. Cela a pour effet de faire augmenter la température des cellules et de les rendre moins performantes en accélérant également leur dégradation. Il existe certes des méthodes de refroidissement avec des flux d'eau et d'air, mais elles consomment de l'énergie supplémentaire, ce qui n'apporte pas grand-chose finalement. Avec leur concept de feuille solaire, les chercheurs règlent ce souci en imitant le fonctionnement des arbres. Ces derniers viennent alimenter les feuilles en eau en « transpirant ».

Mots fléchés

Grand film de la Hammer Grand réalisateur de la Hammer		Piquant Grand film de la Hammer		Actrice française	Sorte de bahut Elle fait briller			Plante potagère		Pire que vilain Marque la surprise			Grand film de la Hammer	
													Grand film de la Hammer	
Port français Format vidéo							Film récent de la Hammer	Coup au golf Un faune				Article Anciens alphabets		
			Un bon tour Bien roulée			Acteur de la Hammer Film de la Hammer				Ancien footballeur En fin d'année				
Arbre tropical Capitale en Corée				Femelle du bouquetin							Ancien partie gaulliste			
					Fleuve d'Italie Exclamation						Vaisseau Poète français (de)			
Déshabillée Insecticide				Repas fraternel Pronom						Être grand ouvert Rigoler				
			Ne travailla pas Belles fleurs						Attrape la vache Département					
Pays d'Europe Gros câble					Congé Possèdes (que tu)							Note Donne la solution		
				Pas toujours tendre				A connu bien des malheurs						
Figure de proue Infection cutanée								Une note Duvet lorrain			Ville des Pays-Bas Champion			
				En Sicile					Aide les élèves Participe gai					
Dieu égyptien Éminent psy				Convenir						Canapé Grand film de la Hammer				
					Homme des Mystères Vièle d'Asie Un truc						Sous affluent de la Garonne			
Déesse de l'Aurore				Entreprise très répandue					Mouflons sauvages d'Iran		Une façon de voir Exacoulomb			
Commune française Soucoupe volante			À l'ennemi Autorisation				Porcher d'Ulysse						Varech	
				Agent de liaison Marteau			Classique de la Hammer Soussou							
Victoire de l'Aiglon Êtres nordiques					Espace dans le village						Film de Kurosawa Argile			
					Sur le Bosphore Préposition							Grand uniforme Une île		
Elles piquent Troupes de chiens								Brillerais						
						Dressent le faucon								

Hausse de 33% de la capacité d’installation mondiale en 2023

Selon une étude récente du prestigieux cabinet d'analyses Wood Mackenzie, la capacité solaire mondiale nouvellement installée en 2023 est en passe d'atteindre un pic à 270 GW. Soit une croissance de 33 % par rapport à l'année précédente. Selon les projections, cette progression serait la plus significative observée sur la décennie 2022-2032. Aussi, dans son rapport, Wood Mackenzie met en lumière la Chine, l'Europe et l'Amérique du Nord, les pionniers incontestés de cette révolution verte. D'autres régions, telles que l'Afrique, l'Amérique latine et le Moyen-Orient, même en progression, apportent une contribution plus discrète à la croissance photovoltaïque globale. Selon les prévisions de Wood Mackenzie, la domination chinoise dans la fabrication de produits photovoltaïques ne devrait pas faiblir au cours des cinq prochaines années.



RENTRÉE SOCIALE

Des mesures proactives pour assurer son succès

Les autorités publics ont pris une série de mesures proactives liées essentiellement à la nécessité d'une bonne préparation avec parachevement de tous les projets en cours de réalisation, pour une rentrée sociale réussie dans de bonnes conditions. A ce titre, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a récemment adressé une instruction aux walis de la République à l'effet de prendre des mesures proactives pour faire face aux risques des intempéries, notamment les fortes précipitations dépassant les normales saisonnières, ce qui entraîne des inondations et des crues pouvant causer des pertes en vies humaines et des dégâts aux biens et aux infrastructures. Les pouvoirs publics misent, dans ce cadre, sur l'action de sensibilisation de proximité. Cette instruction a détaillé les différentes actions préventives devant être prises par les APC et les services techniques compétents, déjà mises en œuvre début août, dont notamment l'identification des points noirs des déchets pour leur élimination immédiate et des insuffisances dans les réseaux d'évacuation des eaux pluviales en mettant en place un plan pour y remédier. Il s'agit, également, d'intensifier les opérations de nettoyage des canalisations et des égouts, d'accélérer la réalisation de toutes les infrastructures de protection des zones d'habitation contre les inondations, et de contrôler la qualité de l'eau des puits individuels et collectifs et des sources, avec traitement périodique et protection de ces eaux contre toutes formes de pollution et contre la propagation des maladies à transmission hydrique.

SCANDALES DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT MAROCAINS EN EUROPE

La justice allemande condamne un espion marocain

Les scandales d'espionnage du régime du Makhzen continuent de retentir en Europe, notamment en Allemagne où un Marocain a été condamné, jeudi, dans une affaire d'espionnage de partisans du "Hirak du Rif" qu'a connu le nord du Maroc entre 2016 et 2017, lequel constitue une tâche sombre dans l'histoire des droits de l'Homme dans le Royaume. Selon une porte-parole du tribunal de Düsseldorf (ouest de l'Allemagne), un Marocain, âgé de 36 ans, a été condamné à un an et neuf mois de prison avec sursis dans une affaire d'espionnage en Allemagne de partisans du "Hirak du Rif", sachant que le condamné a purgé neuf mois en détention préventive et doit également s'acquitter d'une amende de 4.300 euros. Le parquet fédéral avait affirmé que le Marocain, arrêté le 14 novembre à Cologne (ouest du pays), par des agents de l'Office fédéral de lutte contre la criminalité, effectuait des activités d'espionnage pour le compte des services de renseignement marocains, ciblant un groupe de militants du Rif, en contre partie de titres de voyage sur des vols spéciaux. Le scandale des services secrets marocains qui a éclaté en Allemagne vient s'ajouter à la série noire d'affaires d'espionnage impliquant le Makhzen en Espagne, aux Pays-Bas et en Belgique, contre des militants du Rif, ayant fui l'oppression du régime du marocain. Suite à cette série de scandales, le parquet fédéral de Karlsruhe (Sud) avait décidé, en juin dernier, d'intenter une action en justice contre un citoyen marocain pour espionnage pour le compte des services de renseignement marocains, ciblant des partisans du "Hirak du Rif" établis en Allemagne.

TOP 10 DES AÉROPORTS AFRICAINS LES PLUS FRÉQUENTÉS EN 2022

L’aéroport international d’Alger arrive à la 9^e place

L'aéroport international Houari Boumediene d'Alger a connu une ascension remarquable dans le classement des aéroports africains en 2022. Il est arrivé à la 9e place, selon le classement établi par l'ACI-Afrique (Conseil international des aéroports) en fonction du trafic de 2022. Durant l'année 2022, l'aéroport d'Alger a été fréquenté par 6,328 millions sur les vols intérieurs (plus d'un million de sorties et 1,112 million entrées) et internationaux (plus de 2 millions de voyageurs au départ et plus de 2 millions d'entrées) contre 668.000 voyageurs en 2021, selon les données des Douanes algériennes. Cette montée en puissance est le reflet du redressement rapide du trafic aérien dans la région au cours de l'année écoulée, où de nombreux aéroports ont enregistré des records de trafic. Ainsi, l'aéroport du Caire en Égypte conserve sa première place, avec un trafic dépassant les 20 millions de passagers, soit une augmentation significative par rapport aux 11,35 millions enregistrés en 2021. Cette plateforme aéroportuaire, conçue pour accueillir 25 millions de passagers par an, a enregistré en moyenne 190 mouvements d'avions par semaine. En deuxième position, l'aéroport OR Tambo de Johannesburg, en Afrique du Sud, a presque doublé son trafic, at-



teignant 14,78 millions de voyageurs, comparé aux 8,2 millions de l'année précédente. L'aéroport international du Cap se classe quant à lui à la troisième place, avec 7 876 183 passagers, ayant grimpé de trois places par rapport au classement de 2021. Il surpasse ainsi les aéroports nigériens Murtala Muhammed de Lagos et Nnamdi Azikiwe d'Abuja, ainsi que l'aéroport égyptien de Hurghada. La liste se poursuit avec les aéroports Mohammed V au Maroc, Hurghada en Égypte, Bole d'Addis-Abeba en Éthiopie, et Jomo Kenyatta de Nairobi au

Kenya, occupant respectivement les quatrième, cinquième, sixième et septième places, avec des trafics s'échelonnant entre 6,55 millions et 7,6 millions de passagers. Au total, les 477 aéroports africains pris en compte ont traité environ 178,66 millions de passagers au cours de l'année 2022, tandis que les données mondiales indiquent que près de 7 milliards de passagers ont été traités dans les 41 700 aéroports commerciaux pris en compte par l'ACI à l'échelle mondiale.

Agence

ALERTE MÉTÉO
Une vague de chaleur affectera jusqu'à lundi plusieurs wilayas du pays

Une vague de chaleur affectera jusqu'à lundi plusieurs wilayas du pays avec des températures caniculaires atteignant localement 43 degrés celsius, indique samedi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placée en vigilance "Orange", cette vague de chaleur affectera, dimanche, trois wilayas du centre du pays à savoir, Tipaza, Alger et Boumerdes avec des températures maximales oscillant entre 39 et 41 degrés, pouvant atteindre localement 42/43 degrés. Les températures minimales prévues se situeront entre 26 et 30 degrés, précise la même source. Cette vague de chaleur affectera également les wilayas de Tizi Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf avec des températures maximales oscillant entre 39 et 41 degrés pouvant atteindre localement 42/43 C. Les températures minimales se situeront entre 26 et 30 degrés dimanche et lundi, a-t-on ajouté de même source.

EXTENSION DU MÉTRO D'ALGER
Lancement des travaux d'aménagement des stations avant fin 2023

Le ministère algérien des Transports a annoncé le démarrage prochain des travaux d'aménagement des stations du métro d'Alger et de pose des rails sur les sections El-Harrach-Aéroport Houari Boumediene et Ain Naâdja-Baraki en cours de développement. L'Algérie parvient à étendre progressivement son réseau de métro desservant la capitale dans une dynamique de minimisation des coûts d'exécution des travaux, rapporte l'agence Ecofin. Ainsi, le ministre des Transports, Youcef Chorfa, vient d'annoncer que les procédures de lancement des chantiers d'aménagement des stations, d'équipement du tunnel et la pose de rails sur les sections El-Harrach-Aéroport Houari Boumediene et Ain Naâdja-Baraki sont para-

chevés. «Ces chantiers seront lancés avant la fin de l'année. Les travaux d'extension sur ces 2 sections seront livrés d'ici 2026», a-t-il assuré. Les axes en question s'étendront sur 9,5 km, avec 9 stations pour le premier et 6 km comprenant 6 stations pour le second. Hormis ces deux sections, plusieurs autres extensions sont prévues sur ce réseau. Ces différents chantiers sont engagés pour augmenter l'offre de ce service devenu l'une des principales options de transport en commun de la capitale algérienne, indique l'agence. Depuis sa mise en exploitation, le flux de passagers empruntant ce réseau a connu une hausse importante passant de 11,3 millions de voyageurs par an en 2012 à plus de 45,3 en 2019.